

La Presse

Le plus grand quotidien français d'Amérique



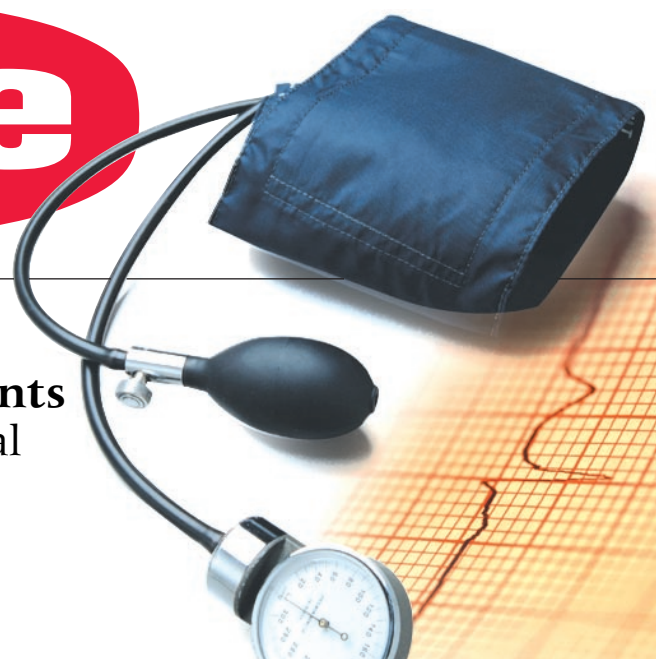
L'homme qui dit non
page B1

La Personnalité de la semaine
Denis Villeneuve



page A12

Les soignants ont le moral à plat
page C1



1 3 4 6 MONTRÉAL, DIMANCHE 10 SEPTEMBRE 2000 • 116^e ANNÉE, NO 317, 54 PAGES, 4 CAHIERS • 60 ¢ TAXES EN SUS / EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC, HULL-OTTAWA 70 ¢

L'OPEP disposée à ouvrir le robinet

d'après AFP et AP
VIENNE

Les 11 membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se retrouvent aujourd'hui à Vienne, en Autriche, et ils devraient décider d'augmenter leur production de brut, hausse qui risque toutefois d'avoir une faible incidence sur des cours qui ont triplé en l'espace de vingt mois.

De leur côté, réunis à Versailles, près de Paris, les 15 ministres des Finances de l'Union européenne ont appelé l'OPEP à augmenter sa production pétrolière, mais ils sont restés sourds aux critiques du cartel qui dénonce la lourde fiscalité européenne sur les carburants.

Les ministres saoudien et iranien du Pétrole, les deux poids lourds de l'OPEP, ont déclaré hier que celle-ci devrait décider d'augmenter sa production de 500 000 barils par jour, soit 2 % de la production du cartel, position appuyée par le représentant de l'Algérie et par celui des Émirats arabes

Voir **L'OPEP** en A2

■ Autres informations en pages A5, A8 et A9

Rendez-vous à Sydney



PHOTO REUTERS

Répétition, hier, à quelques jours de l'ouverture des Jeux de Sydney. Des danseurs, revêtus de leurs plus beaux costumes, ont présenté leur numéro en entrant dans le Stade olympique, donnant un avant-goût des cérémonies d'ouverture qu'on dit les plus grandioses de l'histoire. Le directeur de ces cérémonies, Ric Birch, a d'ailleurs imploré les spectateurs aux répétitions de garder secrets les numéros répétés. « Les cérémonies d'ouverture seront les plus extraordinaires de l'histoire olympique », de s'enflammer Birch. Plus de 10 000 athlètes venant de 200 pays participeront aux Jeux à compter de vendredi. *La Presse* sera au rendez-vous.

Le conflit s'envenime à Urgences Santé

Deux véhicules retrouvés au fond de l'eau

RAYMOND GERVAIS

Deux automobiles servant aux superviseurs d'Urgences Santé se sont retrouvées à l'eau dans la nuit de vendredi à samedi. Un premier dans la rivière des Prairies et un autre dans le Saint-Laurent.

Les deux véhicules ont été subtilisés entre une heure et deux heures samedi, aux garages d'Urgences Santé situés à Laval, angle boulevard Industriel et l'autoroute 440, ainsi qu'à Saint-Léonard, coin Jarry et boulevard Métropolitain.

Selon Robert Lamle, superviseur et porte-parole à Urgences Santé, des groupes de techniciens ambulanciers sont entrés dans les garages en début de nuit et ont apposé des autocollants un peu partout sur les murs. Une vingtaine d'ambulances ont aussi

été stationnées dans la cour du garage de Saint-Léonard, tous feux allumés. Une certaine confusion en a résulté et après le départ des techniciens ambulanciers, un superviseur du garage de Saint-Léonard s'est aperçu qu'il lui manquait une automobile.

Les deux véhicules ont finalement été retrouvés dans l'eau au cours de la nuit. Une première voiture a été localisée sous quelque trois mètres d'eau dans le Saint-Laurent au pied de la 36^e Avenue à Pointe-aux-Trembles, tandis que la seconde était dans la rivière Des Prairies, à l'ouest du pont Viau, dans moins d'un mètre d'eau. À Pointe-aux-Trembles, le véhicule d'Urgences

Voir **LE CONFLIT** en A2

■ Le syndicat réagit. Page A3

Thomson et BCE: vers une alliance multimédia

d'après Presse Canadienne
TORONTO

La famille Thomson et Bell Canada Entreprises (BCE) s'uniront pour créer un gigantesque conglomérat multimédia incluant le réseau de télévision CTV, le quotidien *Globe and Mail*, le portail Internet Sympatico et, éventuellement, les équipes sportives torontoises Maple Leafs (hockey) et Raptors (basketball).

Cette compagnie conjointe deviendrait la première de sa catégorie au Canada, avec un chiffre d'affaires évalué à plusieurs milliards de dollars.

Des sources ayant réclaté l'anonymat ont affirmé que l'annonce officielle du lancement de cette nouvelle compagnie se ferait probablement vers la fin de la semaine, à Toronto, après une séance du conseil d'administration de Thomson Corp. Les deux parties sont en pourparlers — il est

Voir **THOMSON** en A2

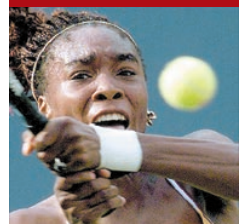
Sports

Boxe



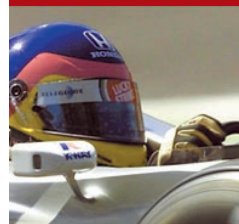
Gatti prêt à remonter dans le ring à Montréal
Page S4

Richard Hétu à New York



Venus Williams couronnée à l'Open des États-Unis
Page S9

Réjean Tremblay à Monza



BAR en fête: Villeneuve se qualifie quatrième
Page S3

Denis Dion à Glenn Abbey



Les spectacles de Tiger Woods et Stephen Ames
Page S13



Une ville rongée par la haine

Bienvenue à Johannesburg, une ville qui affiche un des taux de criminalité les plus élevés de la planète. Une ville dont le cœur se vide de ses habitants et de ses commerces. Une ville où la banlieue très blanche n'en finit plus de s'étendre vers le nord, toujours plus loin des townships regroupés au sud, où la majorité des Blancs n'ont jamais mis les pieds. Dans le second de trois reportages sur l'après-apartheid en Afrique du Sud, dix ans plus tard, notre envoyée spéciale Isabelle Hachey esquisse le tableau d'une ville rongée par la haine et la peur.
À lire en page A6

Rubriques

Arts et spectacles	B5 à B9	Le monde	A8
- horaire spectacles	B8	Loteries	A2, A5
- horaire télévision	B6	Petites annonces	
- livres	B1 à B4	- immobilier	C7, C8
Bandes dessinées	C11	- marchandises	C8
Décès	C10	- emplois	C8
Êtes-vous observateur	C7	- automobile	C9, C10
Génies en herbe	B9	- affaires	C10
Feuilleton	C11	Mots croisés	B9, C11, S14
Horoscope	C8	Mot mystère	C9
Laporte Stéphane	A5	Santé	C1 à C4
Le bridge	C5	Sciences	B10
		Têtes d'affiche	C6

MÉTÉO



Ciel ensoleillé
Max. 25, min. 13
Cahier Sports,
page 20



http://lapresse.infinet.net

« Un con de première classe »

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

Dans tous ses discours électoraux, George W. Bush promet de ramener la civilité et l'honneur à Washington, une façon de se démarquer de son adversaire, Al Gore, entaché par les « affaires » de son patron Bill Clinton.

La semaine dernière, cependant, Bush a prouvé qu'il ne donnait pas sa place sur le plan de l'incivilité. Pour dénigrer un journaliste du *New York Times*, il a employé un mot

à ce point vulgaire que la plupart des journaux n'ont pas osé l'employer dans leurs pages.

La pudeur de la presse américaine est étonnante. Pendant l'affaire Lewinsky, elle a publié bravement les mots pénis, sperme



La Presse à NEW YORK

et vagin, allant même jusqu'à décrire dans le détail l'emploi alternatif du cigare. À ses lecteurs offensés, elle a répondu: « C'est écrit dans le rapport du procureur indépendant Kenneth Starr. » Il faut croire que l'anatomie des journalistes est le dernier des tabous.

Mais l'histoire du mot de Bush n'est pas qu'amusante. Elle donne aussi une idée du niveau de la campagne présidentielle du gouverneur du Texas. Ces jours-ci, ça ne vole pas très haut.

Revoyons les faits. Le 4 septembre dernier, jour de la fête du Travail, Bush est à Naperville, en ban-

lieue de Chicago. Avant de prononcer un discours sur une tribune élevée, il salue une foule enthousiaste, souriant et agitant les bras. Dick Cheney, son colistier, est à ses côtés. Les deux hommes ne sont pas loin d'un micro branché. En pointant quelqu'un dans la foule, Bush lance à Cheney: « Voilà Adam Clymer, du *New York Times*, un con de première classe. »

Cheney réplique: « Yeah, c'en est un, big time. »

L'expression « con de première classe » est bien sûr un
Voir **UN CON** en A2

Concours "Retour à l'école" Partez en voyage avec Tim7



Gagnez un voyage pour 4 personnes à Disney World!

Renseignez-vous! Tim 7 est disponible chez les détaillants de logiciels pour PC. Le bon de participation et les règlements du concours sont sur les boîtes Tim 7.



Distribué par: Guillemot Canada (514) 490-2090



2887986

Suites de la une

L'OPEP disposée à ouvrir le robinet

L'OPEP / Suite de la page A1

unis. Cette augmentation se ferait en vertu de la décision prise en juin selon laquelle l'extraction est augmentée de 500 000 barils si le cours moyen dépasse les 28 dollars le baril pendant 20 jours ouvrables consécutifs. C'est le cas depuis vendredi, les derniers cours approchant désormais les 34 dollars.

Le ministre saoudien, Ali Naimi, est même allé un peu plus loin en utilisant l'expression « au moins » 500 000 barils. L'Iran serait prêt à accepter une hausse de 700 000.

Mais ils ne croient pas que ce sera suffisant pour orienter les cours à la baisse. Pour John Toalster, spécialiste indépendant à Londres, « la situation est sérieuse, cela ne fait aucun doute » car « nulle part il n'y a de signe de détente ».

Depuis que l'OPEP a réduit sa production en mars 1999, les cours ont renoué avec les

records atteints lors de la guerre du Golfe, ce qui menace de faire dérailler la locomotive de la croissance mondiale, à savoir l'économie américaine et les wagons de tête européens tout en risquant d'étouffer les fragiles reprises asiatiques et latino-américaines.

Les cours du brut qui languissaient à moins de 11 dollars le baril en décembre 1998 ont frôlé les 34 dollars cette semaine sur les marchés de Londres et New York.

Résultat : les pays en développement voient leurs budgets sociaux et d'investissement dévorés par la facture énergétique, tandis que les citoyens des pays riches trouvent de plus en plus salée la facture pour se déplacer et bientôt pour se chauffer. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a mis en garde contre les risques de nouveau choc pétrolier et de récession, comme cela s'est vu « dans le passé ».

Le secrétaire général de l'OPEP, Rilwanu Lukman, a laissé entendre jeudi que les 11

pays membres tomberaient d'accord à Vienne pour augmenter leur production.

L'OPEP ne s'est toutefois pas privée de souligner qu'elle n'avait aucun rôle dans la proportion exorbitante atteinte par les taxes dans les prix à la pompe (74 % du prix d'un plein en Grande-Bretagne, 69 % et 68 % respectivement en France et en Allemagne).

L'OPEP, qui extrait le tiers du pétrole mondial, produit officiellement 25,4 millions de barils, sans compter l'Irak qui exporte son or noir en vertu d'un programme spécial régi par les Nations unies. Mais d'ores et déjà, le cartel pétrolier pompe 674 000 barils de plus par jour, explique Leo Drollas, économiste au Centre d'études de l'énergie mondiale à Londres. D'après lui, les 500 000 barils/jour supplémentaires qui devraient être décidés à Vienne ne serviront qu'à légitimer l'actuelle « surproduction » de l'OPEP et ils n'auront donc aucun effet pour modérer les cours.

L'économie mondiale a besoin d'au moins

800 000 barils supplémentaires pour que les cours repassent sous les 30 dollars le baril, selon lui. Un tel volume supplémentaire ne peut venir que de l'Arabie saoudite, premier producteur mondial.

L'Arabie saoudite et ses partenaires de l'OPEP admettent que des cours prohibitifs peuvent avoir des effets adverses sur eux à long terme. Cette situation est une incitation à exploiter des gisements considérés aujourd'hui comme trop onéreux et peut même redonner de l'attrait aux énergies alternatives, à commencer par le nucléaire.

L'OPEP craint les retournements brutaux de situation comme cela s'est produit il y a trois ans. En 1997, le cartel décidait d'augmenter sa production juste avant la crise asiatique qui devait tarir en partie la demande de cette partie du monde. Le cours du brut s'effondrait alors pour descendre à 10 dollars le baril en décembre 1998 et l'OPEP était contrainte de réduire sa production en catastrophe.

Le conflit s'envenime à Urgences Santé

LE CONFLIT / Suite de la page A1

Santé, un Ford Crown Victoria, a été littéralement poussé à l'eau à partir d'une rampe de mise à l'eau pour bateau. Les véhicules ont été abandonnés gyrophares allumés.

Des plaintes de vol de véhicules ont été déposées auprès de la police de la CUM et de la police de Laval.

Toujours selon M. Lamle, l'ordinateur de bord ainsi que le système de télécommunications à bord d'un des deux véhicules ont été rendus inutilisables. Des trousseaux médicaux de premiers soins ont aussi été détruits par ces actes de vandalisme. M. Lamle n'a pu préciser s'il y avait à bord du véhicule volé un moniteur défibrillateur dans la malle arrière.

La direction d'Urgences Santé se dit très déçue de l'orientation que prend le conflit.

« Nous estimons que le geste posé est disproportionné, c'est le contribuable qui une fois de plus paiera la facture en bout de ligne, les équipements provenant de fonds publics », a expliqué M. Lamle.

Ce dernier a ajouté que les véhicules étaient verrouillés et que ce sont les supervi-

seurs qui avaient les clés en leur possession. L'enquête de la police déterminera comment les voleurs les ont subtilisées.

De son côté, le Regroupement des techniciens ambulanciers du Québec (RETAQ) a dit ne pas cautionner ni encourager de la part de ses membres de tels actes de vandalisme. Le RETAQ encourage plutôt ses membres à ne plus remplir de formulaires de transport par ambulance.

Thomson et BCE: vers une alliance multimédia

THOMSON / Suite de la page A1

donc toujours possible que ceux-ci n'aboutissent pas. Thomson Corp., une société inscrite en Bourse mais contrôlée par la famille du même nom, possède notamment le quotidien *Globe and Mail*.

La nouvelle entité serait conjointement détenue par BCE, qui possède Bell Canada, et la famille Thomson elle-même, par le biais de la société de portefeuille familiale, Woodbridge Co.

Selon certaines sources, la compagnie pourrait, à terme, détenir :

— CTV, le plus important télédiffuseur commercial canadien, acheté plus tôt cette année par BCE pour 2,3 milliards ;

— Sympatico, le populaire portail Internet de BCE, qui livre une chaude compétition à des joueurs comme AOL Canada, par exemple ;

— le quotidien *Globe and Mail*, ainsi que l'intérêt de 50 pour cent que ce dernier possède dans Report On Business TV (l'autre 50 pour cent étant entre les mains de CanWest Global), une chaîne nationale de nouvelles économiques. La famille Thomson devrait toutefois racheter le *Globe and Mail* de Thomson Corp. avant de pouvoir l'intégrer à la nouvelle compagnie.

Mais une grande inconnue demeure : le nouveau consortium, dont on ignore toujours le nom, inclura-t-il Maple Leafs Sports and Entertainment ? Ce dernier groupe possède les Maple Leafs, les Raptors et le nouveau

Centre Air Canada, où évoluent les deux équipes sportives.

Maple Leafs Sports est détenu par le Régime de retraite des enseignants de l'Ontario, par Steve Stavro, le propriétaire de la chaîne — en difficultés — d'épicerie Knob Hill Farms, par le promoteur immobilier Larry Tanenbaum et par la Banque Toronto-Dominion.

La famille Thomson aurait approché ces quatre propriétaires pour leur soumettre une offre d'achat formelle. Détenteur de 23 pour cent de la compagnie sportive, M. Stavro serait, des quatre, le plus près de la famille Thomson.

Les Thomson sont, en effet, récemment devenus partenaires de M. Stavro dans le développement de projets immobiliers de haut de gamme.

La cession de Maple Leafs Sports serait toutefois impossible sans le consentement des quatre actionnaires, lesquels ont tous indiqué ne pas être intéressés à vendre à l'heure actuelle.

Mais comme la famille Thomson pourrait ne pas être le seul acheteur intéressé, la perspective d'encheres de la part d'autres soumissionnaires rend l'attente toute indiquée pour eux. Maple Leafs Sports vaudrait quelque 1 milliard, propriété foncière incluse.

La formation d'une nouvelle compagnie par BCE et Thomson s'inscrit dans un mouvement général de convergence dans l'industrie des médias, soit l'accès à la télédiffusion, à l'Internet, aux journaux et au téléphone à partir d'un seul appareil, l'ordinateur.

« Un con de première classe »

UN CON / Suite de la page A1

euphémisme. En anglais, Bush a employé les mots *major league asshole*, une vulgarité traduite ainsi à la une du *Daily News* de New York, le lendemain : « @ \$#%* ! »

Les journalistes de la télévision n'ont pas seulement capté l'image, mais le mot. Et ils ont rejoué la scène mille fois au cours de la semaine aux émissions du matin, aux bulletins du soir, aux talk-shows de Dave Letterman et Jay Leno.

Comme la presse écrite, la télévision a fait preuve de pudeur, couvrant d'un « beep » le mot *asshole*. Mais tout le monde savait de quoi il en retournait. Il suffisait d'ailleurs d'aller sur Internet pour entendre le clip dans son intégralité.

Règle générale, un homme politique américain ne risque pas gros en attaquant les représentants des médias. Il peut même gagner des votes, les journalistes jouissant d'une aussi bonne réputation que les vendeurs de voitures usagées parmi le public.

Mais le mot de Bush ne cadre pas dans l'image qu'il veut présenter. Il ne va pas seulement à l'encontre de sa promesse de ramener la civilité et l'honneur. Il soulève aussi

des doutes sur sa maturité et sa discipline. Traité par certains de fils à papa, Bush doit tout faire pour projeter une image présidentielle. Or, la semaine dernière, il a réagi comme un enfant gâté aux critiques d'un journaliste à l'emploi du *New York Times* depuis 1977. (Clymer a notamment écrit : « Depuis des décennies, le Texas présente un des pires bilans au chapitre de la santé publique... Mais George W. Bush, gouverneur depuis 1995, n'a pas fait de la santé une priorité, reconnaissent ses conseillers. »)

Le mot de Bush a donné le ton à la pire semaine du candidat républicain depuis le début de la campagne présidentielle. W. semble être surpris par la remontée de Gore dans les sondages. Depuis son discours populiste de Los Angeles, le vice-président est au coude à coude avec le gouverneur du Texas ou en avance de quelques points. Il mènerait même en Floride, où un autre Bush, Jeb celui-là, est également au pouvoir à titre de gouverneur.

Pétants de confiance au sortir de leur convention de Philadelphie, il y a un mois, les républicains sont soudainement nerveux. Dans les médias, certains d'entre eux ont même commencé à critiquer la campagne de Bush. Ils n'ont pas seulement déploré la

gaffe verbale de leur candidat, mais également sa stratégie concernant les débats présidentiels, qui feront probablement la différence dans l'élection.

Au début de la semaine dernière, Bush a annoncé son refus de participer, comme prévu, à trois débats de 90 minutes organisés par une commission bipartite et présentés sur toutes les grandes chaînes de télévision. À la place, il a proposé deux duels de 60 minutes — l'un diffusé par CNN, l'autre par NBC — et seulement un débat de 90 minutes présenté sur tous les réseaux.

Bush a justifié sa demande en rappelant la promesse de Gore de participer à des débats « n'importe où, n'importe quand ». « Si on ne peut pas croire Gore à propos des débats, pourquoi devrait-on le croire sur le reste ? » a demandé Bush.

La question était absurde. Comme plusieurs républicains l'ont reconnu, Bush a donné l'impression de vouloir limiter l'impact des débats, comme s'il avait peur de se mesurer à Gore. Il y a deux jours, le candidat républicain a fini par laisser tomber sa proposition.

Dure semaine pour Bush. Heureusement pour lui, le scrutin n'aura pas lieu avant le 7 novembre, une éternité en politique.

Jean Paul II exorcise une jeune fille

Associated Press
CITÉ DU VATICAN

Le pape Jean Paul II a tenté d'exorciser cette semaine une jeune femme qui semblait possédée par le diable, selon un quotidien italien de samedi.

Le quotidien, « Il Messaggero », cite un exorciste du diocèse de Rome, le révérend Gabriele Amorth, qui raconte que le pape « a reconforté (la jeune fille) pendant une demi-heure ».

Âgée de 19 ans, la jeune Italienne a été présentée au pape mercredi. Selon le journal, l'évêque Gianni Danzi a assisté le pape pendant l'exorcisme.

Le porte-parole du Vatican, Joaquin Navarro-Valls a reconnu que le pape avait passé « quelques minutes » avec la jeune fille, mais qu'il n'avait pas pratiqué d'exorcisme.

D'après M. Navarro-Valls, le pape s'est contenté de soutenir la jeune fille. « Tout d'abord il l'a bénie, puis il l'a caressée pour la calmer et lui a apporté du réconfort ».

La Presse

Renseignements : (514) 285-7272
Abonnement : (514) 285-6911

Télécopieur pour abonnement : (514) 285-7039
Lundi au vendredi de 6 h 30 à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h

Rédaction : (514) 285-7070
Promotion : (514) 285-7100

Les petites annonces : (514) 285-7111
Sans frais : 1-800-361-5013

Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces
Détailants : (514) 285-6931

National, TéléPlus : (514) 285-7306
Carrières et professions,
Nominations : (514) 285-7320

Comptabilité
Grandes annonces : (514) 285-6892
Les petites annonces : (514) 285-6900

La Presse est publiée par : La Presse, Ltée,
7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
<http://lapresse.infinet.net>

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne -
Contrat de vente numéro 0531650
Port de retour garanti. (USP5003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTÉRIES

La quotidienne
à trois chiffres : 7-2-5
à quatre chiffres : 9-9-8-5
6/49: 9-11-19-22-24-42Comp.12
avec extra: 355553

Évadez-VOUS



CHAQUE SAMEDI DANS
La Presse
AVEC LE CAHIER
Vacances voyage

DEMAIN DANS LA PRESSE



Acheter une voiture, ça se négocie !

■ Le marché de l'automobile est l'un de ces secteurs d'activités où les profits ont mauvaise réputation. « Ça joue dur », admettent les concessionnaires. Mais les consommateurs, qui considèrent toujours que le prix des véhicules est gonflé, prétendent que c'est le juste retour du pendule. Notre chroniqueur Éric LeFrançois nous refile demain quelques tuyaux pour mieux négocier l'achat de notre prochain véhicule. À lire dans le cahier Auto.

QUESTION DU JOUR

La Presse
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour:
— par téléphone, en composant le 514-285-7333;
— par Internet : <http://lapresse.infinet.net>

Si l'OPEP accepte de relever sa production quotidienne de pétrole, croyez-vous que cela se traduira par une baisse des prix à la pompe?

Êtes-vous d'accord avec Lucien Bouchard qui accuse Jean Chrétien de créer, pour des motifs électoralistes, un affrontement avec les provinces sur la question de la santé?
À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

**Oui: 33 %
Non: 67 %**

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le

Actualités

L'EXPRESS
DU MATIN



Jeune garçon tué par une auto

■ Un garçonnet de 12 ans a été happé mortellement hier soir par une automobile à Boucherville, au moment où il traversait la route 132 à vélo, à l'intersection de la rue De Montbrun. Le choc a été très violent et l'enfant a été projeté à plusieurs mètres. Selon la Sûreté du Québec, le jeune garçon aurait tenté de traverser la voie rapide en s'engageant sur un feu rouge. Il a été frappé par une automobile qui circulait en direction est dans la voie de droite. La conductrice du véhicule souffre d'un violent choc nerveux, tandis que son passager a été blessé légèrement par des éclats de verre.

Cyclistes attaqués

■ Un adolescent de 15 ans a été blessé légèrement en fin d'après-midi hier sur une piste cyclable à Lachine et un autre cycliste a été blessé par une brique lancée d'une fenêtre d'un édifice désaffecté situé à l'angle des rues Saint-Patrick et Montmorency. Le jeune homme a été piqué à la poitrine par une fléchette tirée par un arc. Il a été transporté à l'hôpital, mais sa blessure est superficielle. L'autre cycliste a lui aussi été blessé légèrement à une épaule. Des recherches ont été entreprises afin de localiser le ou les responsables mais sans succès.

Elle plonge dans la piscine avec sa voiture

■ Une catastrophe a été évitée de bien peu hier matin lorsqu'une conductrice de 72 ans s'est retrouvée avec sa voiture dans la piscine de ses voisins, à Sainte-Foy. « Je suis sortie de l'entrée, j'ai fait mon stop avant d'embarquer sur l'avenue et quand j'ai enlevé mon pied du frein, c'est là que ça s'est emballé », a raconté Marguerite Groleau. L'auto a tout d'abord tamponné les deux voitures des voisins pour ensuite poursuivre sa course folle sur le gazon, passant heureusement entre un arbre et la maison des voisins. Elle a percuté un tracteur-tondeuse, fauché une balançoire, éventré une clôture et finalement plongé dans la partie peu profonde de la piscine creusée. « Mon mari était juste à côté, en train de faire des travaux. La voiture fonçait sur lui, il a eu assez peur, a dit la voisine, Carole Ferland. Il a tout de suite été l'aider à sortir. À la demande de la police de Sainte-Foy, la voiture sera inspectée par des spécialistes de la Société d'assurance automobile du Québec.

Homme abattu

■ Un prêteur sur gages de l'Ascension, en Outaouais, Jean-Marc Dufour, 42 ans, a été tué vendredi en début de soirée, lorsque des inconnus circulant à bord d'une automobile se sont approchés de sa voiture et ont ouvert le feu en sa direction sur le chemin Maison de Pierre à l'Ascension. Dufour a été atteint, tandis que sa conjointe a eu plus de chance et n'a pas été touchée par les projectiles. Le blessé a été transporté à l'hôpital de l'Annonciation où le décès a été constaté. Le mobile du crime n'est pas connu pour le moment, mais comme Dufour était un personnage connu des milieux policiers, les limiers croient que la victime aurait pu être victime d'un règlement de comptes.



Mme Eve Allard, une des nombreuses admiratrices de l'ex-premier ministre, est venue porter à M. Trudeau un message de réconfort qu'elle a déposé à la porte de sa résidence de l'avenue des Pins.

PHOTO CP

Moins d'inquiétudes pour la santé de Trudeau

Margaret Sinclair est restée deux jours à son chevet

ANDRÉ DUCHESNE
et la Presse canadienne

L'état de santé de l'ancien premier ministre du Canada Pierre Elliott Trudeau semblait moins inquiéter les membres de sa famille et ses proches, hier.

Dans une courte entrevue accordée en matinée au réseau LCN, l'ex-épouse de M. Trudeau, Margaret Sinclair, a indiqué que l'état de santé de ce dernier était stable et qu'il n'y avait « pas de raison de s'inquiéter dans l'immédiat ». « Il va bien, il est alerte et il nous parle », a-t-elle ajouté, souriante.

Jeudi, un communiqué de presse émis par les deux fils de l'ancien chef du Parti libéral du Canada, Justin et Sacha, indiquait que ce dernier n'allait pas bien et était

sous surveillance médicale, sans plus de détails.

Cela a suffi pour susciter l'inquiétude et nourrir mille et une rumeurs voulant que l'état de santé de M. Trudeau s'était nettement détérioré au cours des dernières semaines. On avait entre autres remarqué qu'il n'était pas retourné à l'étude d'avocats Heenan Blaikie, où il travaillait, depuis le 27 juillet.

En dépit des appels à la discrétion de la famille, les médias ont assiégé la maison de M. Trudeau, située avenue des Pins Ouest, à Montréal.

Puis, vendredi, un second communiqué indiquait que son état était stationnaire. Hier, aucun nouveau bilan officiel de la santé de l'homme qui fut premier ministre du pays presque sans interruption de 1968 à 1984 n'a été communiqué.

Rappelons que M. Trudeau, 80 ans, souffrirait de problèmes respi-

atoires imputables à la pneumonie dont il a souffert au début de l'année et d'une forme de la maladie de Parkinson. Interrogée sur son moral, Mme Sinclair a déclaré essayer « d'être brave ». Puis, elle a ajouté que ses deux fils étaient « merveilleux » et courageux dans cette épreuve qui les afflige. Elle a par la suite pris la route après avoir engouffré ses bagages dans sa voiture. Mme Sinclair venait de passer deux jours chez son ex-mari.

Pendant ce temps, les médias ont à peu près tous levé le camp devant la maison de l'ancien premier ministre. Quoique, hier après-midi encore, on apercevait quelques journalistes et photographes rôdant dans les parages dans l'espoir d'obtenir une déclaration ou un cliché.

Quelques admirateurs de l'homme politique ont continué d'aller déposer fleurs, cartes et cadeaux sur le pas de sa porte.

Rita Montalcini, prix Nobel de médecine, en faveur du clonage thérapeutique

Agence France-Presse
ROME

Le prix Nobel de médecine (1986), Rita Levi Montalcini, 90 ans, membre d'un comité des sages sur la bioéthique mis en place par le gouvernement italien, s'est prononcé hier en faveur du clonage thérapeutique.

« Personnellement, je pense que le clonage thérapeutique est totalement acceptable » a-t-elle indiqué dans un entretien au quotidien *La Repubblica*.

« Si on réussissait à produire des organes en partant des cellules sta-

minales, la médecine en retirerait un grand bénéfice » a-t-elle précisé.

Elle a souligné n'avoir « aucune objection » contre le clonage des cellules d'embryons autorisé en Grande Bretagne et aux États-Unis.

Elle a exprimé son désaccord avec les arguments avancés par le Vatican pour s'opposer au clonage thérapeutique : « Avant le début de la différenciation les cellules totipotentes ne peuvent pas être considérées comme des individus ». « Je ne comprend pas pourquoi le Vatican affirme le contraire », a souligné la scientifique qui jouit d'un prestige important en Italie.

Les principaux responsables italiens et le Vatican ont vivement critiqué la décision prise en août par la Grande Bretagne d'autoriser le clonage d'embryon humain à des fins thérapeutiques.

Un comité de 25 sages, dont un représentant du Vatican, le cardinal Ersilio Tonini, a été nommé par le ministre italien de la santé auquel il doit remettre un rapport avec ses recommandations en matière de bioéthique.

Le Parlement européen a voté jeudi à Strasbourg une résolution interdisant le clonage à des fins thérapeutiques.

Imbeault condamne ce « geste isolé »

ANDRÉ DUCHESNE

Condamnant les individus qui ont envoyé valser deux véhicules d'Urgences Santé dans les eaux du Saint-Laurent et de la rivière des Prairies, le président du syndicat des ambulanciers, Yves Imbeault, estime toutefois que de tels actes de vandalisme font l'affaire de la partie patronale.

« Les dirigeants veulent que ça se passe comme ça », dit-il, affirmant que les quelque 800 employés du Rassemblement des techniciens ambulanciers du Québec (RETAQ), affiliés à la CSN, portent ainsi l'odieux de la situation tendue qui perdure entre les deux parties.

M. Imbeault assure que ce bain forcé infligé à deux véhicules de superviseurs, survenu dans la nuit de vendredi à samedi « n'est pas un mot d'ordre syndical ». « Nous condamnons ces actes isolés bien que nous comprenions à quel point nos membres sont exaspérés par la situation. »

Est-ce à dire que le président du RETAQ confirme que des syndiqués sont responsables du geste ? « Je n'irai pas jusque là ; les clés des véhicules des superviseurs ne nous sont pas accessibles. »

Le président du RETAQ affirme que ses membres respectent l'ordonnance du Conseil des services essentiels émise il y a une semaine à l'effet que le syndicat cesse d'appliquer des moyens de pression privant les usagers de services. « Vous ne verrez pas d'ambulance dans une rivière », promet-il.

Les véhicules de superviseurs comme ceux projetés à l'eau en fin de semaine servent entre autres à la patrouille sur le territoire d'Urgences Santé couvrant l'île de Montréal et Laval. Les quelque 45 superviseurs aux opérations sont des cadres intermédiaires.

Selon Yves Imbeault, ces derniers sont pris entre l'arbre et l'écorce dans les négociations actuelles. Ils en auraient ras le bol des querelles divisant les deux parties. Un porte-parole de la corporation, Robert Lamle, lui-même superviseur, a rétorqué plutôt que le moral est bon.

« Nous sommes très déçus de ce qui s'est passé la nuit dernière, a ajouté M. Lamle. Ça (les moyens de pression) devient complètement disproportionné. Nous entendons porter plainte à la police. Ces véhicules sont payés avec des fonds publics », rappelle-t-il.

Jean-François Munn

Ceci dit, le syndicat a bien mal accueilli l'arrivée d'un nouveau négociateur patronal (Jean-François Munn) dans le but de régler le litige entre les deux parties quant à l'attribution des heures de travail et au nombre d'employés.

Selon M. Imbeault, une rencontre de négociation tenue vendredi s'est traduite par un net recul sur l'entente intervenue il y a quelques semaines dans le dossier et ce sont les usagers qui en paient le prix, le nombre d'employés sur la route demeurant en deça des besoins actuels.

« Nous nous étions mis d'accord sur un budget annuel de 1 066 000 heures de travail et le remplacement des employés absents, ce qui signifie 52 postes à temps partiel réguliers. Maintenant, l'employeur parle plutôt de 1 066 000 heures budgétées et de l'embauche d'une vingtaine de maraudeurs qui ne travailleraient qu'au besoin », déplore-t-il.

Joint par *La Presse*, Jean-François Munn s'est abstenu de tout commentaire. « Je ne commencerai pas à négocier dans les journaux. » Autrefois secrétaire général adjoint (relations de travail) au Conseil du Trésor du gouvernement du Québec, cet avocat est spécialisé dans les relations de travail.

Les négociations entre les deux parties reprendront demain à 16 h au bureau du ministère du Travail du Québec.

NOUVELLE TÊTE,
SIGNÉE Biodôme

Hocco à face nue, Amérique du Sud



Ville de Montréal

BIODÔME
DE MONTRÉAL



2866530

Le redécoupage des districts de l'assurance-emploi suscite la colère

Presse Canadienne
LA MALBAIE

Les manifestations contre le redécoupage des régions économiques pour les fins de calcul de l'assurance-emploi se multiplient dans Charlevoix et sur la Côte-Nord.

À La Malbaie, après avoir bloqué pendant deux jours l'accès du Centre de ressources humaines aux fonctionnaires, un millier de personnes ont défilé hier dans les rues de la ville pour dénoncer les nouvelles règles de l'assurance-emploi instaurées cet été par le ministère fédéral du Développement des ressources humaines.

Ces nouvelles règles pourraient les priver de prestations d'assurance-emploi. Les modifications apportées ont fait passer de 420 à 525 le nombre d'heures nécessaires pour être admissible au régime et ont ramené de 32 à 21 semaines la durée des prestations.

Les travailleurs saisonniers, principalement ceux du secteur touristique, demandent à la ministre Jane Stewart de rétablir le découpage géographique auparavant en vigueur.

Le nouveau découpage relie désormais Charlevoix à la grande région du Bas-St-Laurent.

Selon un responsable de la CSN, Georges-Étienne Tremblay, la réforme entrée en vigueur en janvier 1997 a fait perdre 25 millions \$ par année aux travailleurs de Charlevoix et de la Côte-Nord.

Il a exigé l'intervention du ministre fédéral du Revenu et secrétaire d'État au Développement économique du Québec, Martin Cauchon, un natif de Charlevoix.

« Dans sa position, il doit faire comprendre à la ministre que les nouvelles mesures administratives sont insensées », a-t-il dit.

Le député bloquiste de Charlevoix, Gérard Asselin, veut pour sa part tenter des poursuites contre le premier ministre Jean Chrétien et la ministre Jane Stewart.

« Nous voulons la rendre responsable des problèmes familiaux, de la détérioration du climat social et de la perte de qualité de vie qui découleront des nouvelles normes », a dit le député.



PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse ©

Une table ronde portant sur la question « Pourquoi les jeunes sont-ils souverainistes 40 ans plus tard ? » consacrait la journée d'hier au 40^e anniversaire du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN). Parmi les invités (de gauche à droite) : Bernard-Gilles Grenier, autrefois secrétaire général du RIN, André D'Allemagne, cofondateur, le cinéaste Pierre Falardeau et Yves Préfontaine, cofondateur.

Les jeunes souverainistes moins séduits par les partis politiques

ANDRÉ DUCHESNE

Toujours mobilisés par le projet souverainiste, les jeunes militants québécois sont moins séduits par les partis politiques et leurs programmes. Ils voient davantage l'indépendance du Québec dans une perspective mondiale.

C'est du moins ce qui se dégage d'une table ronde portant sur la question « Pourquoi les jeunes sont-ils souverainistes 40 ans plus tard ? » débattue hier à l'occasion d'une journée consacrée au 40^e anniversaire du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN).

L'événement a réuni plusieurs pontes du mouvement indépendantiste québécois, dont Pierre Bourgault, Raymond Lévesque, Pierre de Bellefeuille, Bernard Landry, Guy Bouthillier, Louise Harel, Pierre Falardeau, les ex-felquistes Paul Rose et Francis Simard et bien d'autres.

Ceci dit, les jeunes militants invités à prendre la parole ont tour à tour donné des exemples pour illustrer comment le contexte dans lequel s'inscrit le projet de souveraineté a évolué.

Se gardant de dire que les jeunes ne sont plus politisés, le député du Bloc québécois de Rosemont, Bernard Bigras, a souligné que leur engagement a migré vers des mouvements apolitiques, tels les groupes écologistes ou les organismes pour la défense des droits de l'homme.

Selon lui, les jeunes Québécois ont de nouvelles attentes face au projet de société inévitablement associé à la souveraineté. Une volonté très forte s'exprime pour améliorer la qualité de vie, l'environnement, la santé publique. Mais ce n'est pas Ottawa qui répondra à ces aspirations, ajoute-t-il. Pour cette raison, le Québec doit être présent aux « grandes tables internationales » où se prennent les décisions.

Étudiant à l'Université du Québec à Montréal, Christian Robitaille est plus tranché, estimant que les jeunes sont devenus « apolitiques au sens des partis » car ils ne s'y reconnaissent tout simplement pas.

Un constat qui ne surprend guère le cinéaste Pierre Falardeau pour qui le discours des partis politiques est devenu « un peu plate ». Puis, il s'enflamme : « Que ce soit aujourd'hui, il y a 20, 40 ou 1000 ans, la liberté, c'est la même chose. Moi, c'est de ça que je parle aux jeunes, pas de dédoublement des programmes entre gouvernements », dit-il à *La Presse*.

Également étudiant à l'UQAM, Pierre Tadros reconnaît que l'idée de souveraineté s'inscrit dans un contexte de mondialisation. Mais attention, avertit-il, cela ne doit pas se faire en cautionnant ce qu'il qualifie de « nivellement par le bas ». Le travail des enfants dans les pays du tiers monde en est un exemple. Pour lui, la défense des intérêts économiques du Qué-

bec ne doit pas se faire sans la défense d'intérêts idéologiques.

Une idée qui somnolait

Les débats de l'après-midi ont été suivis par le lancement de deux ouvrages signés André D'Allemagne, un des fondateurs et vice-président du RIN, et publiés aux Éditions Comeau et Nadeau.

Un des ouvrages, *Le colonialisme au Québec*, est une réédition de son livre paru en 1966 alors que le second, *Une idée qui somnolait*, constitue un recueil de ses meilleurs textes depuis 1958.

« Je suis très content de voir que mes écrits intéressent encore les gens », a glissé M. D'Allemagne entre deux signatures alors que les participants se pressaient autour de lui.

Questionné sur la place de la littérature dans le mouvement souverainiste, il a répondu qu'à l'image des chansons ou des grands spectacles, la littérature avait « contribué à la grande recherche d'une société sur ses aspirations ».

Affable, l'homme s'est remémoré en souriant cette époque où les grands débats idéologiques se manifestaient jusque dans l'envoi de cartes de Noël entre souverainistes. « Au lieu de représenter des fleurs, nos cartes évoquaient des paysages québécois, des fleurs de lys... »

CONSULTATION • FORMATION

CENTRE D'ÉTUDES ASTROLOGIQUES

Diane Houle
astrologue

Le comportement humain vous fascine?
Améliorer vos relations vous tient à cœur?
Connaitre ce que l'avenir vous réserve vous passionne?
APPRENEZ L'ASTROLOGIE ET MAÎTRISEZ VOTRE VIE!

DÉBUT DES COURS : 25 et 26 SEPTEMBRE

POUR CONNAÎTRE **MONTRÉAL ET RIVE-NORD**
NOS SOIRÉES D'INFORMATION OU POUR VOUS PROCURER
NOTRE PROGRAMME COMPLET DE FORMATION

CONTACTEZ NOUS AU : 514-270-4504

Devenez un auteur à succès

Vous avez envie d'écrire? L'École de rédaction vous offre un cours par correspondance qui vous montrera comment écrire de façon professionnelle et faire publier vos textes.

Apprenez à rédiger des articles, nouvelles, romans ou scénarios qui se vendront. Votre tuteur ou tutrice privé vous aidera à écrire des textes clairs, frais et vendables. En fait si, à la fin du cours, vous n'avez pas récupéré vos frais grâce à vos ventes, **NOUS VOUS REMBOURSERONS** jusqu'au dernier sou!

Écrivez-nous dès aujourd'hui pour obtenir gratuitement notre brochure explicative.

Appelez le 1-800-267-1543
ou par télécopieur le 1-613-749-9551
brochure@qualityofcourse.com

Nom _____ L'ÉCOLE DE
Adresse _____ RÉDACTION
Ville / Prov. _____ 38, ave. McArthur
Code postal _____ Bureau 600
Ottawa, Ontario K1L 6R2

Le cours est déductible d'impôt et exempt de TPS

ENCAN PUBLIC

Vente de marchandises libérées par Douanes Canada, saisies pour défaut de paiement et autres consignations libérées au port de Halifax, pour liquidation immédiate.

UN JOUR SEULEMENT

Stock de magnifiques tapis persans noués à la main, tous garantis authentiques, Qum, Tabriz, Isfahan, Sarough, Mashad, plus d'autres tapis orientaux et persans traditionnels, belles peintures sur toile et statues de bronze.

Peinture à l'huile
Rolex pour dames et hommes
Diamant solitaire 3,61 carats
Bronze
Tabriz 10' x 13'

NON ACQUITTÉS

STOCK DE MONTRES SUISSES ET BIJOUX EXCLUSIFS
Diamants solitaires, bagues, bracelets, bracelets d'esclaves, boucles d'oreilles, colliers, perles, pendentifs, assortiment de montres Rolex, Cartier, Piaget, émeraudes, rubis, etc.

Pièces de collection antiques rares mises aux enchères!
Valeur de 100 \$ À 150 000 \$

LIEU: Hôtel Four Points Dorval
6600, Côte-de-Liesse TÉL.: (514) 735-5150

DATE: le dimanche 10 SEPTEMBRE 2000, à 14 h précises
Chaque pièce est adéquatement étiquetée et certifiée authentique. Évaluateurs agréés sur place. Toutes les taxes et droits d'importation ont été acquittés sur ladite marchandise. Identification adéquate exigée à l'inscription. Commission d'achat de 10 % en sus. Sous réserve d'ajouts ou de retraites. Certificat d'exonération de taxe exigé le cas échéant.

Bernard DEROME

a des idées plein la tête.

Tous les dimanches à 13 h
Réalisation-coordination : Jean Gagnon

Les femmes et la guerre
Du 3 septembre au 5 novembre

Qu'est-ce que la culture ?
Du 12 novembre au 17 décembre

www.radio-canada.ca/dees

100,7 **fm** montréal

chaîne culturelle
Radio-Canada

Le monde préfère leur cellulaire



Stéphane Laporte,

collaboration spéciale,

Jeudi midi, je dîne au Latini avec mon ami Éric. On est pleine conversation. En pleines confidences. Deux gars qui parlent ensemble, c'est profond. Ça s'ouvre :

« — Moi je pense que Hilton va gagner... »

— Oui mais ça serait le fun que Ouellet gagne... »

— Ouais, c'est vrai... »

Soudain le téléphone cellulaire d'Éric sonne. C'est son assistante Julie. Ilfronce les sourcils : « Faudrait que j'aille à Toronto lundi matin ! ? Mais j'ai pas un meeting avec Morrissette à Québec ? À moins que j'y aille mardi... »

Je n'existe plus. Éric est complètement absorbé. Je prends une bouchée de steak et une gorgée de vin. Je regarde à gauche. Je regarde à droite. Je regarde en haut. Je regarde

en bas. Il n'y a pas grand-chose que je puisse faire. Je suis en tête-à-tête avec Éric, et Éric n'a plus sa tête là.

Avant quand on allait manger avec quelqu'un, c'était un moment privilégié. La rencontre la plus intense que l'on pouvait faire. Notre invité nous appartenait durant une couple d'heures. Personne ne pouvait nous déranger. Parfois, très rarement, un serveur venait nous interrompre, en nous informant que quelqu'un nous demandait au téléphone. L'angoisse s'emparait de nous. La panique ! On savait qu'il devait s'agir d'une terrible nouvelle. Pour que l'on n'ose nous déranger au restaurant. En tête-à-tête.

Maintenant grâce au cellulaire, le monde nous appelle n'importe où, n'importe quand, pour n'importe quoi. Notre blonde veut savoir où l'on est. Notre secrétaire cherche un dossier. Notre associé veut savoir le nom de la nouvelle stagiaire. Un anglophone veut nous abonner à la *Gazette*. N'importe quoi. Et nous comme des chiens de Patof ou de Pavlov, je ne me rappelle jamais auquel des deux étaient les chiens, on répond à la sonnerie. On a beau être avec René Angéllil, Bernard Landry ou Laetitia Casta, si notre cellulaire sonne, on répond. C'est vital. Et dès que l'on répond, l'autre personne disparaît de notre monde. Il n'y en a que pour notre interlocuteur numérique. Adieu la présence physique. Bienvenue la présence virtuelle !

L'existence de l'autre n'est tellement plus importante, que les gens ne veulent même plus voir, ni entendre autrui, ils *chattent* avec leur prochain sur le net. On ne le voit pas.

On ne l'entend pas. C'est parfait. Il ne peut pas nous tomber sur les nerfs. Et si ce qu'il écrit ne fait pas notre affaire, on le zappe. Tout simplement.

Éric est encore en train de parler avec son assistante. J'ai fini mon entrecôte. Elle était délicate. Comme toujours. (Non, je ne suis pas en train de me têter un repas gratis. Je tète tout court.) Je regarde l'heure. Une heure et demie. Va falloir que j'y aille Je regarde la table voisine. Il y a deux hommes d'affaires en train de dîner ensemble. L'un parle à son cellulaire. L'autre envoie un courrier électronique avec son Palm, son petit ordinateur portable. Bel échange ! Je regarde dehors. Il y a une fille qui marche avec un gars sur le boulevard René-Lévesque. La fille parle à son cellulaire. Le gars regarde ses souliers. Il a l'air habitué.

Éric hausse les épaules. Il se rend compte que ça commence à être long. Je lui fais signe que je comprends. Le mien aurait pu sonner. Et c'est moi qui l'aurais fait patienter. C'est ça, l'an 2000. Il faut être atteignable, partout en tout temps. Être à tout le monde en même temps. On habite plus un quartier. On habite la planète.

Au début de la colonie, quand tu voulais dire quelque chose à quelqu'un, tu sautais sur ton cheval et t'allais le voir. Si la personne était à trois jours et trois nuits de chez toi, tu galopais pendant trois jours et trois nuits. Et à ton arrivée, si l'être recherché n'était pas chez lui, tu l'attendais. Une heure, une journée, une semaine. Quand finalement, tu lui mettais la main dessus, tu étais

content. Et lui aussi. Car ce que tu avais à lui dire était important. Personne ne fait trois jours et trois nuits de cheval et un siège d'une semaine pour demander à quelqu'un s'il voulait recevoir la *Gazette* chez lui ! C'était au temps du monde en chair et en os.

Éric cause toujours. J'aurais dû m'apporter un livre. La prochaine fois, c'est ce que je ferai. Dorénavant, quand tu es avec quelqu'un, ça ne veut pas dire que cette personne ne sera pas avec quelqu'un d'autre. Et c'est toujours le dernier arrivé qui a la priorité. Faut donc toujours s'arranger pour être le dernier.

Bon ben, *if you can't beat them, join them*. Je prends mon cellulaire. Et je signale. Ça sonne un coup. Deux coups. Trois coups.

« — Viens-tu regarder le combat chez nous ? »

« — C'est qui ? Hé que t'es niaisieux ! »

La deuxième ligne d'Éric a sonné. Il s'est excusé à sa Julie en lui disant qu'il avait un autre appel. On prend toujours sa deuxième ligne. Au cas où ça serait quelqu'un de plus important que la première ligne. Les digitaux bumpent les corporels, mais ils se bumpent aussi entre eux ! Éric a donc répondu à sa deuxième ligne. Et c'était moi ! En personne, je ne pouvais mettre fin à sa conversation. Mais en micro-ondes, je le pouvais. C'est la dictature du cellulaire.

Le serveur vient nous porter l'addition. Je la ramasse. Éric réagit.

« Donne-la moi ! Je t'invite ! »

— Laisse faire, c'est moi qui t'invite, toi, ton dîner va t'avoir coûté assez cher de cellulaire ! »

McGill en tête des universités

SONDAGE GALLUP

Depuis huit ans (depuis 1991) que Gallup interroge les Canadiens quant à la meilleure université du pays selon leur perception, c'est l'Université McGill de Montréal qui a récolté le plus grand nombre de citations. Tout comme l'an dernier, McGill et l'Université de Toronto se retrouvent en tête des institutions de haut savoir, avec seulement deux points de pourcentage séparant McGill (au premier rang avec 11 %) de Toronto (9 %).

Quatre universités se partagent la troisième place cette année dans l'évaluation des institutions d'enseignement supérieur : l'Université de Colombie-Britannique, l'Université Western Ontario, l'Univer-

sité de Montréal et l'Université Queens, de Toronto, avec chacune 5 %.

Vingt-huit pour cent des Canadiens adultes estiment qu'aucune parmi les universités du pays ne mérite le titre de meilleure institution au pays, ou ne savent trop laquelle nommer. Cet indice d'incertitude s'établissait à 35 % un an plus tôt.

L'analyse des résultats du sondage sur une base locale et régionale révèle un fort attachement aux institutions du milieu. Selon les Québécois, McGill (28 %) et l'Université de Montréal (17 %) sont les meilleures, tandis que les Ontariens placent en tête l'Université de Toronto (21 %) et plusieurs autres institutions ontariennes. Plus du tiers des habitants de la Colombie-Britannique (35 %) ont une aussi

haute opinion de l'université du même nom.

Dans les provinces atlantiques, c'est l'Université Dalhousie qui remporte la palme (12 %), tandis que pour les Albertains, c'est l'Université de l'Alberta qui est la meilleure des institutions de haut savoir dans les Prairies.

Comme par les années passées, l'université la plus reconnue, hors toute considération régionale, demeure McGill. C'est le cas tant pour les Québécois (28 %) que pour les habitants de Colombie-Britannique (6 %), les habitants des Prairies (6 %), ceux des provinces atlantiques et les Ontariens (3 %).

Les résultats de ce sondage sont basés sur 1011 entrevues téléphoniques menées auprès de Canadiens adultes (18 ans et plus) entre le 14 et le 21 août 2000. La marge d'erreur est de 3,1 %, 19 fois sur 20.

Essence: la rage sur Internet

MARTINE ROUX

Les automobilistes pompés peuvent compter sur un moyen moderne pour lutter contre la flambée des prix de l'essence : Internet. Mais la souris fera-t-elle reculer les pétrolières ou les gouvernements ?

Au Québec, l'un des pionniers du genre demeure le site *L'essence, c'est essentiel* (www.abacom.com/essence). S'il présente la moyenne des prix à la pompe pour chaque région du Québec, il sert aussi à assouvir la mauvaise humeur des consommateurs de carburant.

Ainsi, sur le babillard du site, une note invite d'abord les utilisateurs à faire preuve... de courtoisie ! Mais en dépit du rappel des règles élémentaires de civisme, les consommateurs répandaient hier leur fiel à qui mieux-mieux.

« Les gouvernements et les pétrolières, c'est une bande de trous du cul », écrivait un certain M. Larose. Plus tôt, un autre consommateur enragé s'en prenait aussi aux dirigeants politiques et encourageait ses semblables à « brasser les élus, tabar... ».

Outre les propos incendiaires, l'arme de prédilection des auto-

mobiles frustrés demeure le boycott. Ce mois-ci, Esso est la cible de *L'essence, c'est essentiel* à cause, dit-on, de l'analyse de l'économiste Léo-Paul Lauzon sur les bénéfices nets de l'entreprise. Un autre site, trouvé à l'adresse multimania.com/essence, invite aussi les internautes à bouder Esso. Pourquoi ? « Pourquoi pas ? peut-on y lire. Les compagnies sont toutes coupables. Mais Esso sera la victime de ce boycott. »

Le site Opération King \$ du pétrole a quant à lui déterminé une méthode de boycott encore plus arbitraire : la loterie ! Ainsi, le tirage hebdomadaire de l'Extra détermine la cible du boycott : si le résultat oscille entre 0 et 199 999, les consommateurs tourneront le dos à la pétrolière X et ainsi de suite...

Comme plusieurs sites lancés il y a quelques mois dans la foulée de la flambée des prix du carburant, ce dernier n'a pas été mis à jour depuis mai dernier.

Pour le journaliste Jean-Hugues Roy, ex-animateur de l'émission Branché et coauteur de *Le guide 2000*, les sites consacrés aux prix du carburant ont une portée restreinte. « Ces sites s'apparentent davantage à des babillards qu'à des catalyseurs de la cause, estime-t-il. Les véritables débats continueront d'avoir lieu sur la place publique plutôt que sur le web. »

Trop intelligent pour être policier ?

d'après AP et PC
NEW LONDON, Connecticut

Un homme dont la candidature à un poste d'agent de police avait été rejetée, en raison de résultats trop élevés aux tests d'intelligence, a perdu l'appel qu'il avait interjeté de cette décision.

La Cour d'appel de la ville de New York a en effet maintenu le jugement d'une instance inférieure, qui avait estimé que la ville de New York ne s'était pas rendue coupable de discrimination envers M. Robert Jordan, puisque les mêmes règles s'appliquent à tous ceux qui passent le test en question.

« Cela officialise, en quelque

sorte, la discrimination aux États-Unis contre les gens d'un certain type », a commenté vendredi M. Jordan, depuis son domicile de Waterford, au Connecticut.

« Je maintiens pourtant que l'on n'a pas plus de contrôle sur notre intelligence de base que l'on n'en a sur notre sexe, la couleur de nos yeux, ou quoi que ce soit d'autre », ajoute-t-il.

M. Jordan n'a pas l'intention de poursuivre plus avant son combat judiciaire.

L'homme de 49 ans a passé l'examen en 1996 et a obtenu un résultat de 33 points, soit l'équivalent d'un quotient intellectuel (QI) de 125.

La police de New London n'a ce-

pendant retenu que les candidatures dont les résultats oscillaient entre 20 et 27, présument que ceux qui réussissent trop bien se laisseraient vite du travail de policier et quitteraient rapidement après avoir reçu un coûteux entraînement.

Le résultat moyen des agents de police américains est de 21 ou 22, soit l'équivalent d'un QI de 104, ce qui représente un peu plus que la moyenne de la population.

La Cour d'appel a statué que la décision de la police de New London pouvait apparaître malavisée, mais qu'il y avait là un moyen rationnel de réduire le roulement de personnel. Depuis sa candidature infructueuse, M. Jordan travaille comme gardien de prison.

Fusion de Chevron et de Phillips ?

Agence France-Presse
LONDRES

Deux des principales sociétés pétrolières mondiales, Chevron et Phillips, sont proches d'une fusion qui porterait la valeur du groupe à 83 milliards de dollars, a rapporté

dimanche le *Sunday Times*. Le journal britannique, citant des cadres, précise que les deux sociétés décideront des mérites d'une fusion intégrale d'ici la fin de l'année après avoir déjà uni avec succès cette année leurs activités chimiques.

LIQUIDATION COMPLÈTE

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 80% Toute la marchandise d'été à vendre en bas du prix coûtant

Un stock d'une valeur de 8 000 000 \$ doit être vendu!

Ens. de 4 verres en cristal

Importé d'Italie

14⁹⁹\$

Cour. \$24.99

Bloc de 7 couteaux

14⁹⁹\$

Cour. \$39.99

Ens. 7 pièces pour pâtes

Importé d'Italie

19⁹⁹\$

Cour. \$45.99

Ens. de 4 boîtes étanches gaufrees

39⁹⁹\$

Cour. \$78.99

RETRONEU

Service de vaisselle pour 8 pers.

Bordure décorative en platine

99⁹⁹\$

Cour. \$495.99

Batterie de cuisine Carrera de 10 pcs en inox lourd 18/10

249⁹⁹\$

Cour. \$699.99

MARMITE GRATUITE!

Offre de lancement

Obtenez une marmite assortie de 16 pintes à l'achat d'une batterie Carrera de 10 pièces.

BENIX & Co. 7335 boul. Décarie

IMPORTATEUR D'ARTICLES MÉNAGERS DE QUALITÉ

Lun.-mer. 10-18 h, jeu.-ven. 10-21 h, sam. 9-17 h, dim. 10-17 h

Magasinez 100 pour un meilleur choix. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

3213 AUTOROUTE 440

Chomedey, Laval en face du Carrefour Laval à côté du Yellow Plus

LE FAUBOURG - STE. CATHERINE

loto-québec résultats

6/49 Tirage du 2000-09-09

09 11 19 22 24 42

Número complémentaire: 12

Québec 4/9 Tirage du 2000-09-09

03 12 15 19 29 43

Número complémentaire: 32

Banco Tirage du 2000-09-09

01 03 04 14 21
31 33 35 36 37
39 41 42 44 47
48 51 52 69 70

Quatrevingt Tirage du 2000-09-09

3 4
725 9985

Extra Tirage du 2000-09-09

NUMÉRO: 355553

Extra Tirage du 2000-09-08

NUMÉRO: 688935

LOTTO SUPER 7 Tirage du 2000-09-08

07 22 24 26 30 33 40

Número complémentaire: 03

Ventes totales: 10 687 894 \$
Prochain gros lot (approx.): 10 000 000 \$

GAGNANTS		LOTS	
7/7	0	7 500 000,00 \$	
6/7+	3	65 469,80 \$	
6/7	70	2 455,10 \$	
5/7	4 096	149,80 \$	
4/7	87 427	10,00 \$	
3/7+	82 699	10,00 \$	
3/7	725 749	participation gratuite	

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Société

Dix ans après la fin de l'apartheid, l'Afrique du Sud n'est pas devenue la nation « arc-en-ciel » dont rêvait Nelson Mandela. Sur les chemins de la liberté, le pays est profondément divisé entre l'espoir et la peur. Et entre Noirs et Blancs. Voici le deuxième d'une série de trois reportages.

Crime, peur et chômage



La Presse en Afrique du Sud

Isabelle Hachey

envoyée spéciale

JOHANNESBURG, Afrique du Sud

Les mains crispées sur le volant de sa petite voiture, Joan Nowak traverse avec nervosité les rues sombres et presque désertes du centre-ville. Alerte, elle repère de loin les ombres inquiétantes qui se découpent aux carrefours, tout près des feux rouges... qu'elle brûle les uns après les autres. Sans même ralentir. « Ce serait de la pure folie de s'arrêter ici en pleine nuit ! »

Joan n'est pas une femme particulièrement couarde, ni paranoïaque. Elle fait simplement preuve de prudence, dans une ville où les policiers ferment les yeux sur les infractions des automobilistes. Ils savent bien que dans les quartiers chauds, ceux qui ne grillent pas les feux rouges sont des inconscients. Ou des touristes.

Bienvenue à Johannesburg, une ville qui affiche l'un des taux de criminalité les plus élevés de la planète. Une ville dont le cœur se vide de ses habitants et de ses commerces. Une ville où les banlieues très blanches n'en finissent plus de s'étendre vers le nord. Toujours plus loin des townships, regroupés au sud, où la majorité des Blancs n'ont jamais mis les pieds.

Une ville rongée par la haine et par la peur.

Six ans après les premières élections démocratiques de l'histoire du pays, c'est le crime qui est devenu l'ennemi numéro un de l'Afrique du Sud. Ici, une femme se fait violer à toutes les 26 secondes. On compte 25 000 meurtres par an, contre environ 600 au Canada. Selon l'Institut for Security Studies, les deux tiers des résidents de Johannesburg ont été victimes d'au moins un crime entre 1993 et 1997. « Tout le monde connaît au moins quelqu'un qui s'est fait agresser », dit Joan. Et elle ? « Plusieurs fois ! »

C'était il y a deux ans environ. Joan était sur le point d'entrer dans sa voiture quand un homme lui a placé un revolver sur la tempe. Il l'a forcée à s'étendre face contre terre. Elle a senti le contact froid du fusil sur sa nuque. Elle a entendu le dé clic du chien qui s'arme. Elle a pensé mourir. Mais l'homme s'est assis dans la voiture et a tenté de démarrer. Sans succès. Joan a alors trouvé le courage d'étirer le bras pour l'aider afin qu'il déguerpisse

le plus vite possible.

« Je me suis retrouvée avec rien, pas de cartes, pas de voiture, pas d'argent, raconte la mère de famille. C'est alors qu'une grosse mama s'est approchée — elle devait bien faire six pieds de long par six pieds de large ! —, elle a écrasé ma tête contre son sein en me donnant des petites tapes dans le dos et en répétant qu'elle était désolée pour moi... ça m'a mis du baume au cœur. »

Mais ce réconfort passager n'était pas suffisant pour Joan. Comme tous les propriétaires blancs, elle a peu à peu transformé sa maison en forteresse. Murs surmontés de barbelés ou de tessons de bouteilles, grilles aux fenêtres, gardiens de sécurité, alarmes, chiens de garde, clôtures électrifiées, boutons de panique... l'angoisse grandissante des Sud-Africains a défiguré les grandes villes.

Les riches s'isolent, les pauvres écopent...

Misant sur l'obsession de sécurité des Blancs, un promoteur immobilier a même conçu une banlieue entièrement fortifiée dans la région du Cap. Ses 10 000 habitants vivent en complète autarcie, promet-il, à l'abri des agressions du monde extérieur. Ils pourront vivre, travailler et se détendre en toute sécurité, retranchés dans leurs quartiers !

En Afrique du Sud, comme ailleurs dans le monde, ce sont les plus pauvres qui sont davantage

victimes de la criminalité. Mais ceux qui s'entassent dans les townships surpeuplés n'ont pas les moyens de se payer des barrières électrifiées. Pendant que les Blancs s'enferment dans leur tour d'ivoire, ils subissent la violence au quotidien.

L'été dernier, le township de Khayelitsha, en banlieue du Cap, a été le siège d'un conflit sanglant entre des chauffeurs de taxis et une compagnie d'autobus locale, qui a eu le malheur de recevoir des subventions gouvernementales pour offrir des billets moins chers aux plus pauvres. Les chauffeurs de taxi tiraient littéralement sur les autobus et leurs passagers ! Bilan : six morts et 53 blessés.

On trouve chaque jour dans les journaux des entrefilets qui feraient, à Montréal, les manchettes du jour pendant des semaines. L'horreur est devenue banale. Trois petits paragraphes pour ce garçon de Soweto, 12 ans, abattu d'une balle dans le dos parce qu'il refusait de laisser sa bicyclette à un voleur. Ailleurs, un petit article n'est pas loin de s'enthousiasmer sur le fait que « seulement » 25 personnes âgées ont été assassinées dans la péninsule du Cap depuis le début de l'année, contre 46 l'an dernier...

« La nature des crimes — les meurtres, les viols de femmes et d'enfants — montre à quel point la société sud-africaine est traumatisée par son passé, à quel point sa moralité a été brisée », dit Connie

Molusi, un homme d'affaires de Johannesburg.

Cette criminalité qui ébranle le gouvernement, ravive le racisme, fait hésiter les investisseurs étrangers et sème un climat d'angoisse teintée de paranoïa dans les grandes villes, constitue en effet l'un des héritages les plus lourds de l'apartheid et de ses flagrantes inégalités. « C'est le prix à payer », croit M. Molusi.

Pourtant, d'avoir vécu sous un régime raciste n'excuse en rien les criminels, a récemment tranché un juge du Cap. Le 10 août, trois jeunes hommes accusés d'avoir battu à mort une vieille femme de 81 ans ont plaidé que le fait d'avoir grandi dans une pauvreté abjecte sous l'apartheid les a conduits à adopter un genre de « moralité du tiers monde ».

Le juge George Webster a reconnu que les trois hommes étaient « les produits de l'apartheid », mais il a ajouté que cela ne pouvait être invoqué pour obtenir une sentence plus clémentine. « La douleur est leur lot quotidien. Avec les taux actuels de chômage, il a dû être difficile pour eux de joindre les deux bouts et de survivre. Leur situation désespérée constitue une mise en accusation de notre passé », a admis le juge, avant de condamner les trois jeunes à la prison à vie.

DEMAIN : Le défi du racisme

Repères

- **Capitale:** Pretoria
- **Population:** 43 millions d'habitants
- **Groupes ethniques:** Noirs 75,2% Blancs 13,6% Métis 8,6% Indiens 2,6%
- **Religions:** chrétienne 65%, musulmane 2%, hindoue 1,5%, traditionnelle et animiste 28,5%
- **Langues:** 11 langues officielles, dont l'afrikaans, l'anglais, le zoulou, le xhosa, le ndebele, le pedi, le sotho, le swazi, le tsonga, le tswana et le venda.
- **Espérance de vie:** 55 ans
- **Taux d'alphabétisation:** 82%
- **Chef de l'État:** Thabo Mbeki, président de la République, qui a succédé le 16 juin 1999 à Nelson Mandela.
- **Nature de l'État:** république unitaire composée de neuf provinces dotées de Constitutions.
- **Partage des revenus:** 10% des ménages les plus pauvres : 1,4% 10% des ménages les plus riches : 47,3%
- **Taux de chômage (estimation de 1998):** 30%
- **Principaux partis politiques:** Congrès national africain (ANC, au pouvoir); Parti démocratique (DP, libéral); Inkatha Freedom Party (IFP, zoulou); Nouveau Parti national (NNP, au pouvoir pendant l'apartheid); Front démocratique (UDM).

Sources : CIA 1999, État du monde 2000
Infographie La Presse



PHOTOS ISABELLE HACHEY, La Presse



Malgré son gilet pare-balles, son uniforme et son revolver, cet homme n'est pas un policier, mais un agent de la compagnie privée Sentry Security. Jour et nuit, il patrouille les rues des banlieues blanches du Cap. En fait, rares sont les maisons qui ne sont pas protégées par des murs, ce qui donne aux villes des allures de véritables camps retranchés.

Une police inefficace où les victimes se font justice

ISABELLE HACHEY
envoyée spéciale
JOHANNESBURG, Afrique du Sud

L'inspecteur Andrik Wagner éponge son gros crâne rouge et soupire en fixant la pile de dossiers qui encombre son bureau. Des viols, des meurtres, des cambriolages. Des crimes en tout genre. Il faudrait au moins trois policiers pour s'attaquer à tous ces dossiers. Mais l'inspecteur Wagner devra se passer de l'aide de ses collègues qui, eux aussi, en ont plein les bras.

La police sud-africaine est en crise. Six ans après l'élection d'un premier gouvernement noir, qui avait promis de transformer les milices répressives de l'apartheid en de véritables forces de l'ordre destinées à protéger le public, les policiers sont plus que jamais taxés de racisme et d'incompétence. Et les

criminels, le plus souvent libres comme l'air, s'en donnent à cœur joie.

En 1994, le gouvernement a eu la lourde tâche de former une véritable police nationale avec des officiers formés d'abord et avant tout pour supprimer des opposants politiques; d'y intégrer onze forces de police disparates des régions rurales noires; et d'y incorporer de nombreux anciens combattants du Congrès national africain (ANC) revenus d'exil. Aujourd'hui, plus de 30 % des 126 500 policiers sont analphabètes. Incapables de rédiger un simple constat d'infraction !

« Plusieurs agents ne savent même pas parler anglais ou afrikaans. Les meilleurs quittent les forces chaque jour », soupire l'inspecteur Wagner dans son petit bureau du quartier Newlands, à Johannesburg. Depuis 1995, plus de 12 % des policiers ont renoncé à

leur insigne. Souvent pour devenir agent de sécurité privé, un boulot autrement plus payant. « Deux policiers ont quitté notre poste le mois dernier, dit Wagner. Ils gagnent dix fois plus dans le privé ! »

Et la population fait de moins en moins confiance à ces policiers inefficaces et trop souvent corrompus. « La semaine dernière encore, un de nos policiers a laissé filer un criminel pour 100 rands (moins de 25 \$) ! », laisse tomber l'inspecteur Wagner.

« C'est un héritage de l'apartheid, dit Allister Sparks, ancien journaliste de Johannesburg, auteur du livre *Tomorrow is Another Country*. À l'époque, les policiers ont été endoctrinés, ils croyaient qu'ils étaient engagés dans une guerre sainte pour défendre l'apartheid. Puis, du jour au lendemain, ils ont pris tout le blâme pour ce qui a été fait, alors que les leaders politiques ont été applaudis. Au-

jourd'hui, ils sont démotivés, fâchés et très désillusionnés. »

Croulant sous les dossiers, la police sud-africaine ne réussit pas à contenir la vague de criminalité qui déferle sur le pays. Ce sont des agents privés qui patrouillent désormais les banlieues blanches et qui promettent une « réponse armée » à tout intrus foulant la pelouse de leurs clients terrifiés. C'est du moins l'avertissement que l'on peut lire sur les murs des innombrables résidences qui bénéficient de cette protection spéciale. Tant pis pour les analphabètes.

Dans les townships, les communautés noires n'ont pas les moyens de se payer de tels anges gardiens. Ce sont elles, pourtant, qui sont les premières victimes de la criminalité au pays. Quand des policiers prennent parfois jusqu'à deux heures à se rendre sur les lieux d'un meurtre, plusieurs communautés considèrent qu'elles n'ont plus le choix :

elles se font leur propre justice. Avec tout ce que cela comporte de débordements.

« Nous avons tous des sifflets sur nous », dit Simon Mdhluhi, qui habite à Tembisa, un township au nord de Johannesburg. « Lorsque nous sommes témoins d'une bataille ou d'un vol, nous sifflons de toutes nos forces. Et les voisins accourent. » Que font-ils des criminels ? « Nous les enfermons jusqu'à l'arrivée de la police. »

Parfois, les choses tournent mal. En avril, un voleur a été pris la main dans le sac à KvaMashu, près de la ville de Durban. Dans ce township de 2,5 millions d'habitants où une enquête spéciale a permis de découvrir, l'an dernier, que plus de 200 dossiers criminels étaient assignés à des détectives morts ou démis de leurs fonctions, les gens n'ont pas pris la peine d'appeler la police. Ils ont préféré lapider le voleur.

De pauvre à cool: l'Armée du salut change de look



Lucie Lavigne

Des annonces radio sur des rythmes techno, des mannequins fiers de leurs fripes sur des affiches, des allées claires, des magasins nets et impeccable: la mission chrétienne fondée en 1865 change d'allure. Lifting spectaculaire. Adieu le pêle-mêle. L'Armée du salut et ses 120 magasins d'économie au pays veulent habiller et meubler monsieur, madame Tout-le-Monde et nous le font savoir grâce à une campagne nationale de 200 000 \$.

Jusqu'à vendredi dernier sur les ondes de la radio COOL-FM, une jeune femme (cool) annonçait sur une musique (cool) l'ouverture d'un magasin de l'Armée du salut, rue Sherbrooke Ouest, à Montréal.

« Tout est trop cher, partout... (Tchik-a-boom, tchik-a-boom) Ça n'a aucun sens! Magasinez donc à l'Armée du salut! (Tchik-a-boom) Y'a des milliers d'articles pour toute la famille! Chaussures, vêtements, accessoires, meubles... à prix vraiment étonnants! L'Armée du salut, huit magasins et dès vendredi, un tout nouveau à Notre-Dame-de-Grâce... »

L'association peut ébouriffer: charité et publicité vont-ils bien ensemble? Stuart Cornie, directeur des communications à l'Armée du salut croit que oui.

« Beaucoup de gens peuvent être surpris, car l'Armée du salut leur semble une sorte d'organisation silencieuse et endormie. Mais nous voulons démontrer au public que nous sommes bien réveillés et dynamiques. » Il ajoute que l'image de magasins sales ou pauvres fait partie de l'histoire ancienne. « Et nos prix sont aussi bas qu'avant », soutient-il.

Beau, bon, pas cher

Une première dans sa longue histoire: l'Armée du salut tente de



Ces affiches publicitaires (à gauche) décorent les huit magasins d'économie de l'Armée du salut à Montréal. À Toronto, elles garnissent plutôt l'extérieur et l'intérieur des autobus. Mélanie Cloutier (à droite), épanouie, branchée, 24 ans, est gérante du magasin d'économie de l'Armée du salut, rue Notre-Dame Ouest à Montréal. On l'imaginerait très bien dans une boutique de mode (à la mode): « Mais je préfère travailler et savoir que je viens en aide aux autres », rétorque-t-elle.



PHOTOS BERNARD BRAULT, La Presse ©

dépoussiérer son image. La rajeunir, la rafraîchir pour mieux élargir sa clientèle. Concurrencés par une kyrielle d'entreprises privées (friperies, magasins d'usine, Village des valeurs, etc.), les magasins d'économie de l'Armée se veulent dorénavant attrayants. Ils sont devenus des commerces propres et lumineux qui accueillent autant les friands de bas prix que les gens moins fortunés. L'objectif: offrir une expérience de magasinage agréable pour tout le monde. « Les personnes démunies qui fréquentent nos magasins ne sont donc pas traitées comme des citoyens de se-

conde classe, car ils ne le sont pas », insiste monsieur Cornie.

« La majorité de notre clientèle est composée de personnes âgées, puisque le nom d'Armée du salut leur est très familier. Ils l'ont découvert, entre autres, au moment de la Deuxième Guerre mondiale. Maintenant, on veut se faire connaître auprès des jeunes », souhaite Nhung Nguyen, directrice exécutive à l'Armée du salut-centre de recyclage de Montréal.

Comparativement aux dons en argent, les revenus générés par les magasins d'économie sont minimes

calculé par Stuart Cornie. N'empêche: au Canada, plus de 50 millions de dollars sont amassés annuellement grâce à ces magasins. Cet argent est, ensuite, redistribué au sein des organisations d'aide de la société d'origine britannique.

Armée branchée

Avant même que l'Armée pense à renouveler son image, une poignée de jeunes, pas nécessairement défavorisés, ratissaient déjà les allées de ses magasins.

« Depuis dix ans, je fréquente les magasins de « pauvres » (Disciples

d'Emmaüs, Ozanam) et l'Armée du salut a longtemps été ma place pour dénicher des fringues groovy et tripatentes », confie un collègue. Ce jeune homme n'est d'ailleurs pas le seul abonné aux magasins d'économie de l'Armée: antiquaires et fripiers savent depuis longtemps qu'on peut y débusquer des trésors.

Pierre Croteau, secrétaire divisionnaire et responsable des relations publiques à l'Armée du salut en sait quelque chose. Il confie que les dirigeants des magasins de l'organisation tentent d'éviter l'abus de certains commerçants. Ceux qui se procurent un meuble pour une poignée de dollars, par exemple, et qui le revendent à gros prix. « On essaie donc d'évaluer attentivement nos dons de meubles tout en ajustant les prix en conséquence », explique-t-il.

Madame Nguyen se souvient d'une bague sertie d'une pierre précieuse reçue à l'Armée. « On l'a alors évaluée à 500 \$ et vendue par la suite. »

Pour coïncider avec la rentrée scolaire (les étudiants doivent se meubler), l'Armée du salut a donc lancé son offensive publicitaire à la radio et à l'aide de panneaux.

« J'ai le sentiment qu'une de mes adresses préférées vient d'être divulguée », regrette cet ami et collègue, client des magasins de l'Armée du salut.

Depuis juin dernier, les magasins d'économie de Montréal sont décorés d'affiches à la mode. Le genre de publicités qui pourraient très bien se retrouver chez Wal-Mart ou La Baie.

Au-dessus du logo de l'Armée du salut, une fille — jupette yéyé et corsage fleuri — annonce de belles fripes pas chères. Sur un autre panneau, c'est un homme qui récupère l'allure « skate » en chemise hawaïenne. Sinon, on voit un homme en complet qui sautille sous un slogan: Vive les économies!

Charité et publicité font-ils bon ménage? Pas le choix, croit Stuart Cornie. Les collectes de fonds se font de plus en plus difficilement et la concurrence est également présente parmi les sociétés caritatives.

Le directeur des communications de l'Armée du salut espère également relancer une campagne promotionnelle en juin 2001. Il en faut du temps, de l'argent et de la publicité pour devenir cool...

Silence, vacarme!

Une autre fois, fuyant l'agitation de la ville, j'étais allé me réfugier quelques jours dans un lieu reculé que n'atteignaient ni la route ni l'électricité. C'était un hameau de quatre ou cinq cabanes au milieu de la forêt auquel on parvenait en train uniquement. En même temps que moi était descendu un citadin en congé lui aussi, propriétaire d'une des cabanes. Ah! la paix, le silence, la sérénité. Le reste de l'après-midi, j'ai vu le gars zigoner autour de son camp sans me méfier. Au terme d'une nuit de sommeil profond, je fus réveillé de tôt matin par le voisin en question qui a d'abord, comme on dit en québécois, « fait son gazon » avec une tondeuse à essence! Et pendant les trois jours que j'ai passés là, le con n'a pas cessé de faire marcher un moteur ou une machine. Juré, il avait au moins trois sortes de weed-eaters qu'il a consciencieusement mis au test, l'un après l'autre! Des pensées criminelles, je l'avoue, m'ont traversé l'esprit au cours de ce mémorable week-end.

Deux cents ans après Schopenhauer, toujours en quête de silence, j'ai loué un logement dans une rue où, avais-je remarqué, vivaient en majorité des retraités. Je m'étais dit que cette clientèle constituait un gage de tranquillité. Eh bien! j'ai déchanté. Les vieux ne lisaient pas, ils marchaient peu, ils ne sortaient pas non plus de la ville. Non, ils restaient là à tailler leurs haies, à trimer leur gazon, à sabler leurs clôtures de fer forgé, à driller leurs vérandas de ciment, à souffler les feuilles avec un genre de machine à ultrasons, à laver leurs chars avec un jet d'eau à pression électrique.

Est-ce la guigne qui s'acharne? J'ai déménagé dans un voisinage un peu plus intellectuel, un bout de rue où les bébés et jeunes enfants sont au nombre d'une trentaine, en pensant que j'allais enfin trouver la paix. Manque de pot. Si les voisins sont plutôt silencieux, comme je l'avais prévu, un gros édifice très voisin a été démoli au cours de l'été, saison qu'il a fallu passer les fenêtres fermées pas juste à cause du bruit de la machinerie lourde et des marteaux géants qui commençaient (et qui commencent encore) leur tintamarre à sept heures tous les matins, mais aussi pour empêcher la poussière, des tonnes de poussière, de se déposer sur nos brosses à dents.



PHOTO DENIS COURVILLE, La Presse ©

La tondeuse du futur... Quoique l'idéal, côté bruit, demeure le bon vieux moulin mécanique.

Mais le complexe auquel appartenait l'édifice n'a pas été complètement démoli. La clinique juste en face de chez moi fonctionne toujours. Alors certains jours, le matin de préférence, les véhicules de livraison se succèdent et continuent de ronronner pendant que le livreur livre (ce qui est illégal, soit dit en passant). Des fois, c'est le gros épais qui attend sa maman dans son quatre par quatre, la musique au boutte dont on entend les basses fréquences jusque dans la cuisine, à l'autre extrémité de la maison, même quand nos fenêtres sont fermées!

Les chiens. Les rouli-roulants. Les engueulades. Les enfants hystériques. Les baladeurs. Les soi-disant musiciens du métro. La musak. L'ado qui joue du drum. Les climatiseurs. Les échangeurs d'air. Et les maudites alarmes de voitures qui nous font détester les voleurs sans compétence...

En fait, votre seul voisin à posséder un moulin mécanique taille sa pelouse au milieu de la semaine, quand vous êtes au bureau...

Qu'on habite une banlieue à gazon ou un quartier urbain tricoté serré, un bord de voie rapide ou la proximité d'une station-service doublée d'un dépanneur, on est exposé à un milliard de bruits qui nous empoisonnent l'existence.

Faire du bruit constitue un délit de juridiction municipale. La Ville de Montréal possède un règlement fort détaillé en la matière et, en principe, pas mal complet. Par exemple, un policier peut obliger un citoyen à cesser d'émettre un bruit agaçant, peu importe l'heure du jour, sans recourir à une mesure en décibels, son seul jugement personnel étant suffisant. Si le fautif n'obtempère pas, le constat d'infraction coûte 138 \$.

Le problème, bien sûr, réside dans l'application dudit règlement. S'il fallait composer le 911 chaque fois qu'un bruit nous incommode, il faudrait repenser complètement tout le système de santé... mentale.

Il existe aussi des échelles de mesures, en décibels et en durée, que des inspecteurs peuvent utiliser dans certains cas. Par exemple, un transformateur usé qui empêche

les résidents de tout un quartier de dormir la nuit.

Évidemment, si tous les voisins étaient civilisés comme vous et moi, on n'aurait besoin d'aucun règlement sur le bruit.

Un peu d'éducation et de savoir-vivre pourraient aider, mais c'est pas demain la veille car on n'enseigne plus rien dans nos écoles.

Puisque nous n'avons rien à espérer des politiciens et peu à attendre des policiers qui ne peuvent quand même pas émettre une amende chaque fois qu'une tondeuse s'allume, peut-être devrions-nous commencer à faire campagne, très simplement et très personnellement, chacun à sa façon, en usant de son imagination. Moi qui n'utilise pas de machine, à part une minoune à l'échappement un peu rauque, je pourrais quand même apporter ma contribution en baissant le ton et en riant moins fort. En tout cas, je veux bien essayer...

Ça fait cinquante ans que j'habite ce pays, et plus ça va, moins on s'entend penser.

Il faut se poser la question: y a-t-il un silence au bout du tube? rchartier@lapresse.ca



Richard Chartier

Arthur Schopenhauer a fini par sortir de ses gonds et a posé la question: qui donc a donné à ces gens le droit de tuer mes idées, de m'empêcher de penser?

Le philosophe est devenu pamphlétaire sur la question du bruit. L'objet de sa colère: les cochers qui fouettaient leurs chevaux dans les rues de Francfort!

L'auteur de *Le Monde comme volonté et comme représentation* aurait sûrement été frappé d'apoplexie si on l'avait fait atterrir dans un quartier résidentiel de Laval, un samedi matin, alors que s'élève dans l'air le chant des tondeuses.

Deux cents ans après Schopenhauer, un des gros désavantages de la vie en société demeure le bruit. L'ensemble désorganisé des sons est un ennemi du quotidien, un assassin de la joie de vivre. Mais curieusement, bien peu est fait pour le rétablissement de la paix quotidienne.

À l'époque de mon trois et demi dans l'est de la ville, j'ai eu une voisine de laquelle je n'étais séparé que par une mince cloison. Elle écoutait très fort un chanteur québécois que j'haïssais de tout mon cœur. Un dimanche matin, je me suis tanné. J'ai collé mes speakers contre le mur, j'ai mis de l'opéra au boutte et je suis sorti pour le reste de la journée. La jument avait eu la médecine de cheval qu'elle méritait et plus jamais je n'ai rien entendu en provenance de son logement. Mais on ne règle pas toujours les choses aussi facilement.

Monde



Les Français sont retournés aux pompes hier. Ici, à La Muletère, en banlieue de Lyon, ils s'y sont rendus en grand nombre.

Routiers français: l'État sauvage



Louis-Bernard Robitaille

collaboration spéciale,
PARIS

plus de trois semaines par les salariés de la SNCF (chemins de fer), auxquels s'étaient joints les employés du métro parisien.

Autre catégorie sociale à forte capacité de nuisance : les transporteurs routiers.

Au cours des dix dernières années, ils sont entrés en action de manière prolongée à deux ou trois reprises. En 1992, c'est l'introduction du permis à points qui avait mis le feu aux poudres : autoroutes et carrefours importants bloqués, la France était devenue intraversable pendant près de deux semaines, y compris pour les milliers de routiers européens qui transitent obligatoirement par l'Hexagone pour aller du nord au sud et inversement.

D'une grève sauvage à l'autre, les méthodes s'étaient raffinées. Lors de la dernière en date, les camionneurs avaient découvert qu'il suffisait de bloquer quelques points stratégiques, à commencer par les frontières. On avait donc vu des centaines et des milliers de routiers britanniques, belges, allemands ou espagnols massés aux frontières françaises en attendant que le conflit se règle. « Drôle de pays, commentait presque amusé un camionneur britannique : chez nous, si un gars bloquait la circulation, la police arriverait dans la demi-heure et ça ne traînerait pas... »

C'est là tout le charme de la France : la question de la légalité de tel ou tel mouvement social (Air France, SNCF ou métro) n'est jamais posée. Que le reste du pays soit pris en otage ou pénalisé par une seule catégorie sociale — du seul fait qu'elle a un pouvoir de blocage — est considéré comme à peu près normal. En décembre 95, alors qu'un ouvrier parisien employé en banlieue mettait trois ou quatre heures matin et soir pour aller à son travail, tandis que des milliers d'autres se traînaient à pied dans le froid, une solide majorité de la population se

déclarait dans les sondages favorable aux grévistes.

Au cours de la semaine écoulée, on a atteint une sorte d'apothéose dans le genre.

D'un côté, les quelque 3000 entreprises de transport du pays (minuscules pour la plupart) avaient décidé de mettre le pays en panne généralisée en bloquant les dépôts de carburant : résultat à peu près obtenu dès le mardi, la panique des consommateurs aboutissant en 48 heures à la rupture de stock de 80 % des stations-service dans le pays.

De l'autre, les consommateurs-automobilistes français, directement pénalisés pour leurs déplacements — professionnels ou autres — et qui voyaient le gouvernement lâcher d'importantes concessions fiscales aux camionneurs, sans le moindre espoir de bénéficier de faveurs analogues face au prix des carburants : on aurait pu s'attendre de leur part à une explosion de colère face à cette corporation de « gros-bras ». Eh bien, pas du tout : un sondage réalisé mercredi indiquait de manière stupéfiante que 88 % de la population soutenait à fond ou en grande partie le mouvement de blocus des routiers. Alors qu'on le savait depuis le début : le gouvernement allait céder aux professions qui lui mettaient le couteau sur la gorge, mais le prix de l'essence pour le consommateur de base allait demeurer le même (à l'heure actuelle, le prix moyen du super sans plomb tourne autour de 7 francs 70, c'est à dire environ 1,80 dollar le litre !).

Une plongée collective dans l'irrationnel : cette semaine en France, tout s'est passé comme si l'ensemble de la population (travailleuse ou retraitée) voyait dans cette brutale explosion corporatiste une sorte d'exutoire à ses propres frustrations.

Une explosion que par ailleurs personne — ni à gauche ni à droite — ne juge en aucune manière légitime. Certes, l'État français

a depuis toujours cédé à la facilité de ponctionner sans limite l'automobiliste pour remplir en douce les caisses de l'État. (Les taxes sur l'essence oscillent entre 75 et 80 % du prix à la consommation.) Mais il l'a toujours fait, et tous les pays européens ont fait de même. À noter : le gazole, qui sert d'abord aux camionneurs et taxis, est moins cher de 25 %, et la plupart des professionnels ont déjà droit à des dégrèvements.

S'il y a eu une hausse importante continue depuis 18 mois, cela n'a rien à voir pour une fois avec la taxation, mais avec la hausse du prix du baril, passé de dix à 34 dollars. Or, d'une part, c'est à dix dollars que le prix du baril était anormal. De l'autre, chez ces petits patrons routiers qui prônent généralement le libéralisme total, la réponse normale aurait consisté, au niveau européen, à augmenter en proportion leurs tarifs. Au lieu de quoi, en tout illogisme, ils demandent à l'État français de régler la facture. Et même si celui-ci fait mine de résister partiellement, il lâche des concessions qui pourraient théoriquement dépasser le milliard de dollars.

De quoi relancer encore davantage la sauvagerie guerre des prix qui règne dans cette profession, essentiellement composée de petits patrons (trois à cinq camions), où pour survivre tout le monde réduit les prix, bafouie les lois du travail et les règles de sécurité. En 1960, la route assurait 33 % du transport des marchandises. En 1997, on frôlait les 75 %.

Le bon sens voudrait qu'en Europe justement on augmente raisonnablement les prix du transport routier pour permettre au rail et au fluvial de redevenir rentables. Telle était la politique — très timide — de la ministre Verte de l'Environnement, Dominique Voynet. On n'en est plus là aujourd'hui.

Fox face au pouvoir militaire

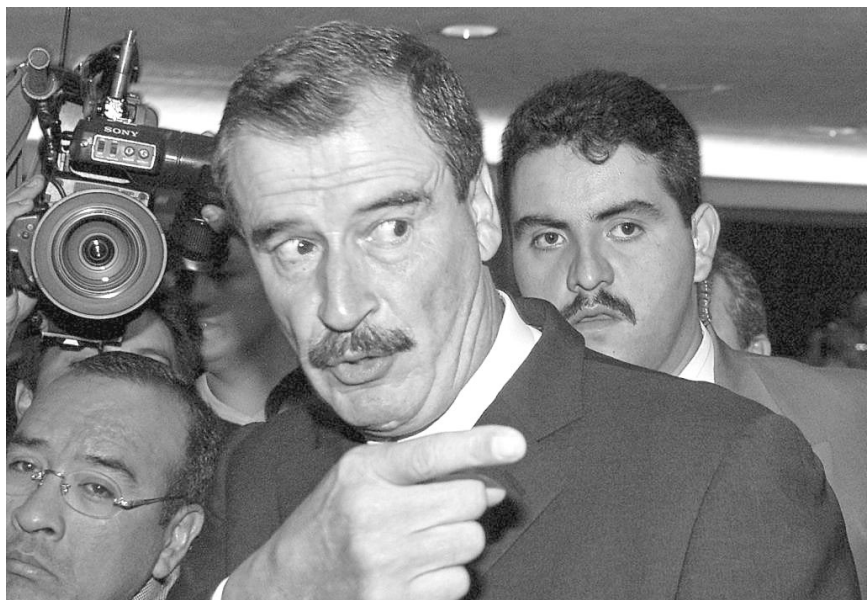
BRIGITTE MORISSETTE
collaboration spéciale,
MEXICO

Trois événements dirigent vers le pouvoir des militaires au temps de la continentalisation. Tout d'abord, le président Vicente Fox ne cédera pas aux pressions qui s'exercent pour la nomination d'un ministre civil à la Défense ; ce poste est acquis aux militaires depuis la révolution de 1917. Le nouveau président promet toutefois de nettoyer les rangs de ses armées. Pas facile !

La récente arrestation de deux généraux pour trafic de drogues — une douzaine de militaires de haut rang sont maintenant en prison, y compris le « tsar » antidrogues, le général Gutierrez Rebollo — jette une grande ombre sur l'armée mexicaine. L'un des deux généraux était réputé tortionnaire dans les années 1970-80.

Il y a trois semaines, le Mexique a découvert que l'homme choisi pour diriger le nouveau système d'identification des automobilistes — créé officiellement pour mieux détecter les vols d'autos — est un ancien militaire argentin ; évidemment, il s'y connaît dans l'art de faire parler les citoyens... Ce tortionnaire réclamé par un juge espagnol à un dossier vierge en Argentine, grâce à l'amnistie accordée aux militaires de la dictature par l'ex-président Menem. Même situation au Chili, où l'armée protège Pinochet.

Le troisième événement fournit un instrument de réflexion sur les deux précédents : il s'agit d'un livre intitulé *Cette Armée si proche et si lointaine* (1), premier ouvrage d'ana-



Le président Vicente Fox promet de nettoyer les rangs de ses armées. Pas facile !

lyse sur l'évolution de l'armée. La transformation du bucolique Chiapas en champ de bataille a attiré l'attention mondiale sur l'armée mexicaine. Une autre promesse du président Fox consiste à ramener les militaires dans leurs quartiers d'avant la rébellion zapatiste de 1994. M. Fox pourra-t-il faire ce geste de bonne volonté ? Comme dans le reste des Amériques, y compris au Canada, l'armée s'est vu confier des tâches qu'on voudrait lui retirer, à commencer par la lutte antidrogues. Les soldats — appliqués à défendre la souveraineté — demeurent vulnérables à l'appât de l'argent sale.

Faut-il confier à l'armée la mission de réprimer des rébellions comme celles des plus pauvres parmi les pauvres du Chiapas ou d'Oka ? Les insurgés ainsi « paci-

fiés » au bout d'une arme de gros calibre — surtout s'ils s'identifient comme Indiens — en conservent une profonde amertume. Ou la charge de protéger les nouvelles politiques d'usage des sols ?

Alors quel rôle pour les armées des nouvelles démocraties latino-américaines ou du Canada, qui a dû lui-même faire le procès de ses militaires en Europe et en Afrique ? Réserver les armées aux catastrophes écologiques ? L'ouragan Mitch a permis de constater la lenteur d'intervention de l'armée canadienne au Nicaragua, contrairement à la rapidité française et mexicaine. Mais ce qui manque surtout dans ce genre de missions humanitaires où des populations affamées et nues réclament une aide immédiate, c'est la coordination. Le chacun pour soi domine, déplore le général Samuel

Lara Villa.

On entend parler de temps à autre d'intégration militaire continentale — ou d'une force multinationale antidrogues qui serait basée au Panama — et d'autres formes de coopération intercontinentale, en commençant par l'espionnage. Le communisme éliminé, nos armées gardent de vieilles habitudes tout en se cherchant une vocation démocratique, signalent les auteurs de *L'armée si proche, si lointaine*. La continentalisation favorise aussi un libre trafic d'armes et le blanchiment d'argent sale. Et la montée des groupes paramilitaires qui font le sale boulot des armées mieux disciplinées. Y compris la protection des intérêts privés.

L'Argentine du président Fernando de La Rúa — de passage à Mexico avant de visiter Ottawa — cherche une nouvelle coopération militaire avec ses voisins. Le président argentin nous confie sa volonté d'étendre vers le nord cette coopération. Rien n'annonce une vision vraiment nouvelle de la vocation militaire. Les femmes, autant que les idées, demeurent dramatiquement absentes.

Armée et ressources stratégiques

Dans tous les pays, on a de plus en plus tendance à faire appel à l'armée pour protéger les ressources stratégiques. Cela survient souvent après une privatisation contestée. Protéger un barrage, des mines, des puits de pétrole, une centrale nucléaire ? Contre la volonté des populations locales ? Ou contre un concurrent ? L'armée au Chiapas protège en passant la valeur nouvelle attribuée à des réserves écologiques comme la selva lacandonne après une modification constitutionnelle critiquée.

Andrés Barreda, universitaire spécialisé en ressources stratégiques, épingle au passage le Canada pour avoir militarisé le territoire des Innus ! Néanmoins, la valeur de ce nouvel ouvrage collectif, c'est qu'il lève un coin du voile sur une réalité peu analysée jusqu'ici : l'armée mexicaine et la continentalisation stratégique. Un général à la retraite y prend part, ainsi que le général Gallardo, emprisonné pour détournement de fonds. Le général réclamait surtout la création d'un ombudsman militaire...

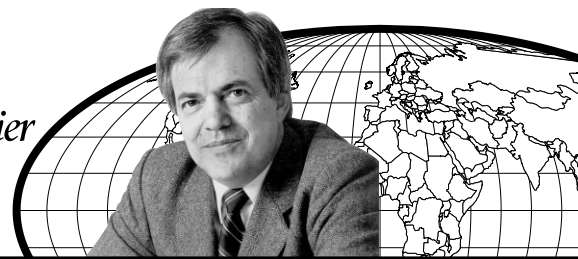
On sait — parce que les journalistes et certaines organisations non gouvernementales en dénoncent les excès — qu'il y a des dizaines de milliers de soldats au Chiapas, dans les États d'Oaxaca et du Guerrero, équipés de moyens de communication et d'armes modernes. Y compris des hélicoptères pouvant avoir été fabriqués en banlieue de Montréal, puisque le Mexique est un bon client de Bell Helicopter.

Le rôle des armées dans un contexte de redéploiement démocratique, voilà un grand thème pour le futur Sommet des Amériques à Québec en avril 2001. Les députés mexicains viennent de célébrer une historique victoire : la Cour suprême ordonne au président de révéler les fonds secrets d'une banque en faillite soupçonnée d'avoir alimenté la caisse électorale du parti au pouvoir aux élections de 1994. L'accès de la presse et du public à l'information demeure toutefois un privilège. Pourtant, la transparence va de pair avec une réforme des institutions judiciaires et militaires dans les Amériques.

(1) Voir *Cencos* (www.laneta.apc.apc.org/cencos) ou *Global Exchange* (www.globalexchange.org)

La presse d'ailleurs

parcourue
par Réal Pelletier



Herald Tribune FINANCIAL TIMES The Economist The Boston Globe The Observer Los Angeles Times

Est-ce la fin de la récréation?

Des analystes commencent à réévaluer l'impact pétrolier sur l'économie

Pendant que vous sirotez votre café ce matin, on sert le thé à Vienne autour d'une table où, encore une fois, les représentants des pays producteurs de pétrole regroupés sous le sigle de l'OPEP essaient de voir dans quelle mesure ils peuvent — ou doivent, selon leurs intérêts —, répondre à la demande des sociétés industrielles d'accroître leurs exportations.

Plus on avance dans ce dossier à la lecture de ce qu'offrent les grands médias d'Occident, plus on a le sentiment de s'engouffrer dans une sorte de cul-de-sac intellectuel. On arrive mal à mesurer le poids réel qu'a exercé l'OPEP, décadente en termes de part de la production mondiale, dans l'actuelle flambée des prix aux consommateurs maintenant que le baril de pétrole a atteint cette semaine les 36 \$US le baril.

Certains identifient l'organisme comme le principal fauteur de désordres. D'autres s'empressent de préciser qu'une vaste conspiration d'intérêts pétroliers entretient, à la faveur de cette hausse du prix du baril, des mouvements spéculatifs dans cette zone évanescence entre le producteur et le consommateur qui alourdissent sérieusement les prix à la pompe. Dans l'intervalle, on observe que dans les pays européens et dans un espace à fiscalité forte comme le Canada fédéral et le Québec en particulier, l'État profite à court terme de cette flambée des prix. Bref, beaucoup de monde finalement tire avantage simultanément de cette hausse, mais le citoyen arrive mal, en fréquentant les médias, à circonscrire les responsabilités de chacun avec un tant soit peu de précision.

Moins important, le pétrole ?

Qu'advient-il de cette situation à moyen terme ? Là encore le paysage est flou. Le commentaire le plus courant — mais il ne fait pas consensus — veut que depuis une décennie, le pétrole occupe une place de plus en plus ténue dans l'espace économique global et que les mouvements de prix du pétrole sont en conséquence de moins en moins importants. Autrement dit, l'émergence d'une nouvelle économie passablement à l'abri des aléas directs du pétrole se présente comme une sorte de tampon protecteur, ce qui n'était pas le cas lors des grands chocs pétroliers des années soixante-dix.

Erreur, réplique pour sa part Robert E. Levine, économiste et ex-haut-fonctionnaire à la Maison-Blanche. Dans un texte paru dans

le *International Herald Tribune* de vendredi, M. Levine estime que l'Amérique et surtout l'Europe sont actuellement exposés aux mêmes avatars — et peut-être davantage — que ceux qu'on a connus dans les années soixante-dix et qui constituèrent la deuxième crise en importance dans l'histoire des sociétés industrielles au 20^e siècle. Le piège, dit-il, se tend sous nos yeux : voudra-t-on contenir l'inflation en haussant les taux d'intérêt, c'est le spectre du chômage qui montrera alors le bout du nez ; l'Europe a commencé à le faire et la Federal Reserve américaine devrait être bientôt contrainte d'emboîter le pas.

Il y a deux jours encore, deux spécialistes du *Financial Time*, de Londres, notaient que les analystes des milieux financiers découvrent qu'ils ont peut-être sous-estimé l'impact de la hausse des prix du pétrole sur l'ensemble de l'économie. Nouvelle à l'appui, le *FT* publiait en manchette le même jour que le titre du plus important entrepreneur en chimie au monde, DuPont, venait d'enregistrer une baisse de sa valeur de 11 %. Le concurrent Dow Chemical chutait de 6,38 % pendant que ICI, de Grande-Bretagne, et BASF d'Allemagne étaient aussi en baisse. La réponse de DuPont pour satisfaire aux attentes de ses actionnaires : augmentation immédiate des prix de tous ses produits sur tous les continents. Fortes consommatrices de pétrole, ces industries produisent notamment des plastiques. Observez tout ce qu'il y a de plastique dans tout ce que vous achetez, et ça donne déjà une petite idée de choses à venir si la tendance à la hausse des prix du pétrole se maintient.

Quoi faire ?

La réponse d'une industrie comme DuPont (éperonnée en outre par la baisse de l'euro) est radicale : on refille tout de suite la note du pétrole directement au consommateur. Procter & Gamble fait de même : hausse de 5 à 8 % de tous ses produits d'entretien ménager. Mais d'autres industriels, comme les constructeurs automobiles, ne jouissent pas de la même souplesse. La seule initiative à leur portée est d'activer les avenues technologiques visant à réduire le recours au pétrole comme carburant, mais ce n'est pas toujours pour demain.

Une récente chronique scientifique du *Economist* donne quand même des indices intéressants à cet égard. Priorité : les véhicules dits



loisir travail (VLT). Sachons qu'une berline moyenne aux États-Unis fait 27,5 milles au gallon (8,6 litres aux 100 km) contre seulement 20,7 milles au gallon pour un VLT. Ford promet déjà de son côté de réduire de 25 % la consommation de ses VLT d'ici 2005. C'est 1700 gallons d'essence économisés pour la durée de vie d'un VLT.

Mais il n'y aura pas de facile pour personne, dit *The Economist*. Première chose à faire : améliorer l'aérodynamisme des véhicules. Déjà, réduire l'espace entre la chaussée et le plancher diminue la résistance à l'air. Le nouveau VLT Audi All-Road offre cet avantage à vitesse de croisière. Et ensuite ? Fermer un ou plusieurs cylindres devenus inutiles en vitesse de croisière, comme l'explore General Motors. Saab, de son côté, promet une réduction de consommation de 30 % avec des cylindres à indice de compression variable. Et puis quoi ? Une boîte de transmission à six vitesses de type manuelle automatisée, étant entendu que la boîte

automatique actuelle, quasi universelle en Amérique du Nord, accentue la consommation.

Le poids joue aussi un rôle dans la consommation : enlevez 45 kilos d'un Ford Focus, vous économisez automatiquement un mille au gallon. D'où l'intérêt croissant des manufacturiers pour les matériaux légers comme le magnésium et l'aluminium. Volkswagen prépare deux véhicules, le modèle de luxe Audi A8 et le modèle populaire Audi A2 à forte densité d'aluminium.

Finalement, un peu tout le monde explore passionnément les champs des hybrides, ces véhicules fonctionnant à la fois avec un petit moteur à combustion et un moteur électrique muni de piles, mais les coûts actuels demeurent élevés.

L'avenir

Toute pleine d'espoir qu'elle soit, cette prospection ne change rien à la situation immédiate des consommateurs de produits pétroliers que nous sommes.

À court terme, même si l'OPEP devait décréter à Vienne une hausse de la production, on s'entend généralement pour dire qu'elle mettrait du temps à majorer l'offre réelle faite aux consommateurs (le temps du raffinage, du transport, etc.), ce qui pourrait au mieux maintenir les prix et entraîner des pénuries en certains coins, en huile de chauffage cet hiver par exemple dans tout le nord-est des États-Unis. Au Massachusetts, des distributeurs de gaz naturel offrent déjà des fournaises gratuites aux consommateurs de mazout qui veulent passer au gaz, signale le *Boston Globe*.

Pour le moyen terme, les prévisions ne sont pas claires. Plusieurs donnent à entendre que le brut pourrait grimper à 40 \$; voire à 50 \$ le baril, prétend pour sa part la maison Goldman Sachs, citée par *The Observer*. L'OPEP avait bien décidé lors d'un meeting antérieur cette année d'augmenter sa production, mais il se trouve que le surplus a surtout pris le chemin des pays asiatiques, dit l'hebdo, laissant intacte l'offre faite aux sociétés atlantiques. Dans l'intervalle, plusieurs raffineries américaines fonctionnent au maximum et plusieurs ont prévu pour octobre des arrêts cycliques d'entretien. Octobre dites-vous ? Tiens, tiens : juste avant les élections américaines.

Pétrole et élections

Il se trouve de fait chez nos voisins plusieurs observateurs de la vie politique pour associer au Parti républicain les intérêts pétroliers, en fulgurante remontée actuellement et qui financent massivement les républicains. Dans un article publié par le *Los Angeles Times*, un spécialiste, Kevin Phillips, observe que dans la présente campagne électorale, les régions davantage liées au pétrole comme la Louisiane, le Texas, l'Oklahoma, les grandes plaines et les Rocheuses penchent du côté républicain, alors que de vastes régions plutôt acquises à la nouvelle économie comme la Nouvelle-Angleterre, New York, le Minnesota, l'État de Washington et la Californie optent pour les démocrates. Une géopolitique du pétrole appliquée aux États-Unis.

M. Phillips note que c'est la première fois dans l'histoire du Parti républicain que les deux volets du ticket présidentiel, George W. Bush et Dick Cheney, viennent directement de l'industrie du pétrole. C'est à suivre.



The Boston Globe

Déficitaire

■ Le plus important bassin de haute technologie le plus rapproché de Montréal est celui de Boston, qui souffre de pénurie grave de personnel spécialisé. Deux réponses possibles : ou bien les individus d'ici vont travailler là-bas, ou bien on fait l'effort nécessaire pour attirer ici des entreprises de là-bas. Quoi qu'il en soit, la nouvelle économie du Massachusetts a des problèmes de recrutement de spécialistes, principalement en biotechnologie, en télécommunications et en entreprises liées à Internet, signale le *Boston Globe*. Les résultats proviennent d'une enquête menée par la Northern University auprès de 310 entreprises régionales et se veut la plus importante du genre depuis 20 ans. Sur 61 jours couvrant mai et juin, 8,3 % de postes liés à la haute technologie sont restés vacants, alors qu'ils sont de 1 à 2 % à l'échelle nationale. C'est dans le secteur de la programmation et de la science informatique ainsi que du génie électrique et informatique que la pénurie est la plus grave. Ces postes comptent pour le tiers de ceux qui ne trouvent pas preneurs dans la nouvelle économie. Le secteur de création de pages Internet emploie encore peu de monde, mais le quart des postes demeure vacant. Seule solution rapide envisagée : l'immigration temporaire.



The Economist

Sanitaire

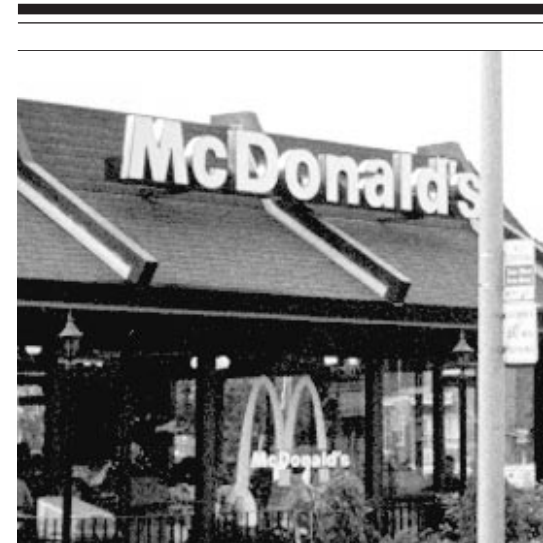
■ Le tiers-monde, physiquement, est très malade, le sida, la malaria et la tuberculose faisant des ravages. Sauf que les données à ce propos relèvent plus de la statistique que du diagnostic. Les médias mettent aisément en évidence l'accès aux médicaments pour ces populations, mais en fait on connaît mal ceux à qui faudrait les prescrire. Médecins sans frontières, cité par *The Economist*, estime que même pour les malades ayant accès à l'hôpital dans le tiers-monde, quelque 20 % d'entre eux sont l'objet de diagnostics erronés parce qu'ils ne s'appuient que sur des symptômes. Les programmes de lutte contre les grandes maladies mortelles devraient en conséquence mettre l'accent d'abord sur des méthodes économiques et rapides de diagnostic. Une entreprise du Maryland, Sequella, par exemple, s'emploie à ramener à trois jours des tests de dépistage de la tuberculose qui mettent un mois. Une entreprise de l'Oregon, Flow Laboratories, met au point une technique de dépistage de la malaria sans recours au laboratoire : une simple goutte de sang sur une bande maculée de composantes chimiques est capable de déterminer si le patient est positif ou non et si son type de malaria appelle ou non une intervention médicale d'urgence.



The New York Times

Nucléaire

■ Soulagement à Pékin, à Moscou, à Ottawa sans doute et dans les capitales européennes : le président Clinton laisse à son successeur la décision relative au bouclier antimissiles. Mais ce que le président n'a pas dit, note le *New York Times*, c'est que d'autres systèmes — que celui connu du bouclier — sont en gestation dans les officines militaires. Il s'agit de systèmes mobiles, capables de couvrir une opération militaire donnée dans une région (le Golfe par exemple), mais dont la multiplication éventuelle serait de nature à protéger l'ensemble des États-Unis. L'idée consiste essentiellement à perfectionner de l'équipement existant, des intercepteurs, des lasers et des explosifs à fragmentation dont sont dotés des navires ou des avions, toujours dans le but de détecter et d'abattre des fusées porteuses d'ogives nucléaires ennemies. Tant qu'il ne s'agit pas du bouclier fixe envisagé jusqu'ici, le président russe Vladimir Poutine serait même prêt à collaborer avec les États-Unis dans ce type de programme. La différence, c'est que le programme de défense antimissiles mobile implique une proximité d'opération ; or la Russie, espace considérable, resterait libre de recourir à ses fusées, conservant ainsi son privilège de la riposte nucléaire dans l'esprit des accords existants.



The New York Times

Planétaire

■ C'est plus de 100 millions \$ US que coûteront à McDonald les Jeux de Sydney : du jamais vu comme blitz publicitaire. Le premier vice-président de McDonald's International, David Green, explique au *New York Times* que 65 % de la population mondiale aura accès d'une façon ou d'une autre aux Jeux par la télé et qu'on ne peut passer à côté d'une occasion comme celle-là de se faire voir. Au départ, McDo fait partie d'un clan qui, à 40 millions chacun, s'est assuré l'exclusivité de son créneau de marché. Le club comprend, outre McDo, Coca-Cola, Visa et Xerox. L'entente s'est déjà appliquée aux Jeux d'hiver de 1998. Aux Jeux de Salt Lake City en 2002 et de 2004 à Athènes, le coût du créneau sera de 53 millions. Et McDo a déjà signé. Une fois cette exclusivité acquise, reste à payer la publicité télévisée, mais aussi le vaste programme de promotion qui l'accompagne. Accusée ici et là de faire partie d'un vaste plan d'hégémonie américaine, McDonald offrira pendant cinq semaines sur cinq continents — une semaine pour chacun — cinq modèles de hamburgers s'inspirant (« supposément », note un *New York Times* un brin narquois) des modes alimentaires de chacun de ces continents. Plus de 100 millions pour un blitz de pub, c'est beaucoup et c'est risqué, convient un consultant de Chicago. Mais pas nécessairement trop si c'est bien fait, ajoutez-il.

Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL



ÉQUATEUR

Dollarisation

■ Le sucre a été enterré symboliquement hier à Quito. «Avec l'invasion du dollar, nous sommes devenus une colonie américaine !», s'exclame Hernan au coeur d'une file d'attente de plus de cent mètres devant la Banque centrale, avant d'échanger ses dernières espèces de l'ancienne monnaie nationale contre des billets verts. Après 116 ans d'existence, le sucre équatorien doit faire place officiellement aujourd'hui au dollar américain comme nouveau moyen d'échange dans toutes les transactions pour tenter de remettre à flot une économie au bord de la faillite.

d'après AFP

AMÉRINDIENS

Un fonctionnaire offre des excuses

■ Le chef de l'Agence fédérale américaine chargée des relations avec les Indiens autochtones s'est excusé de la «pauvreté, de l'ignorance et des maladies» apportés dans le passé à ces populations, a-t-on appris hier auprès de l'agence. «Au nom du Bureau des Affaires indiennes (BIA), je fais ces excuses officielles aux populations indiennes pour la conduite au cours de l'histoire de cette agence», a déclaré Kevin Gover vendredi au cours d'une cérémonie en l'honneur du 175^e anniversaire du BIA.

d'après AFP

CHINE

Explosion : 60 morts

■ L'explosion d'un camion transportant des explosifs, vendredi soir à Urumqi dans la province du Xinjiang (nord-ouest de la Chine), a fait 60 morts et 309 blessés, selon un dernier bilan fourni hier par l'agence officielle Chine Nouvelle. Les enquêteurs pensent qu'il s'agit d'une explosion d'origine accidentelle mais n'excluent pas l'hypothèse d'un attentat. Les blessés ont été répartis dans quatre hôpitaux de la région. Selon un responsable du service des urgences d'un de ces établissements, l'Hôpital minier, certains des 90 blessés traités souffrent de cécité permanente ou ont été mutilés par l'explosion.

d'après AP

ÉTHIOPIE

Grave conflit tribal

■ Au moins 65 personnes, dont la plupart des femmes et des enfants, ont été tuées dans des affrontements dans la nuit de vendredi à hiewr entre deux tribus du sud de l'Éthiopie, a-t-on appris hier de sources concordantes. Le conflit a éclaté entre la puissante tribu des Borena et la petite tribu des Garri, la première ayant opéré une «descente meurtrière» notamment à l'arme automatique et à l'arme blanche à Arero.

d'après AFP

Russie

Blackboulé

■ La chaîne semi-publique de télévision russe ORT a supprimé hier l'émission d'un journaliste, ancien soutien incondicional du Kremlin, mais qui est aujourd'hui passé dans l'opposition à Vladimir Poutine, aux côtés de l'homme d'affaires Boris Beresovski. Le contrôle de la première chaîne du pays est au centre d'une bataille entre le Kremlin, qui détient 51 % de ses actions, et le plus célèbre des «oligarques» russes Boris Beresovski, éminence grise du pouvoir sous Boris Eltsine.

d'après AFP

YUGOSLAVIE

Exclusions

■ Le gouvernement yougoslave n'autorisera pas la présence d'observateurs occidentaux jugés hostiles au président Slobodan Milosevic aux élections du 24 septembre, a annoncé hier le ministre yougoslave de l'Information, Goran Matic. Cette mise au point vise à «protéger la souveraineté et l'intégrité de la Yougoslavie», a expliqué M. Matic. Selon lui, les informations faisant état d'un scrutin truqué sont le fait de «délégués des institutions américaines».

d'après AP

Sommet de l'OLP : le report d'une proclamation unilatérale de l'indépendance paraît acquis

À New York, Clinton et Barak annoncent une reprise rapide des négociations

SAKHER ABOU EL OUN
Agence France-Presse, GAZA

Les dirigeants palestiniens ont accepté hier soir à Gaza de donner une ultime chance aux négociations avec Israël, qui devraient reprendre aujourd'hui, avant de recourir à la proclamation unilatérale d'un État.

Dans la pratique, l'annonce par le ministre palestinien de la Coopération, Nabil Chaath, de la reprise dès aujourd'hui dans la région de négociations appelées à durer un maximum de cinq semaines rend, en effet, certain un report de la proclamation d'un État palestinien, prévue pour le 13 septembre.

Officiellement, ce n'est toutefois qu'aujourd'hui que le Conseil central de l'OLP (CCOLP), réuni depuis la matinée à Gaza pour débattre de la proclamation d'un État, décidera d'un éventuel report.

Une majorité de deux tiers des votants est requise pour annuler la décision prise le 3 juillet par le Conseil de fixer au 13 septembre la déclaration d'indépendance, même sans accord de paix avec l'État hébreu. Le CCOLP comprend 129 membres, mais 113 seulement étaient présents hier matin.

«Les pourparlers débiteront de-

main (et alterneront) entre les territoires palestiniens et Israël, comme c'était le cas avant», a déclaré M. Chaath, sans toutefois dire à quel niveau ils auraient lieu.

Il précisait une annonce plus vague faite peu de temps auparavant devant le CCOLP par le président palestinien Yasser Arafat.

Dans cette allocution, prononcée à huis clos, M. Arafat a fait état de «gros écarts» entre les positions des deux parties et de «pressions américaines» sur les Palestiniens pour qu'ils repoussent la proclamation de leur État, a rapporté à l'AFP un membre du CCOLP, Ramzi Raba.

Au moment où M. Arafat s'adressait aux membres du CCOLP, la Maison -Blanche annonçait que des responsables américains, israéliens et palestiniens allaient se rencontrer dans les jours et les semaines à venir, «à diffé-

rents niveaux».

Ce communiqué faisait suite à une rencontre surprise à New York entre le président Bill Clinton et le Premier ministre israélien Ehud Barak.

Mais avant même l'annonce de cette prochaine reprise des négociations, il était clair à Gaza que le CCOLP s'acheminait vers un report de la proclamation de l'État et recherchait surtout une formule lui permettant de ne pas perdre la face.

«Nous avons donné à la direction (palestinienne) le droit de proclamer un État quand il l'estimerait opportun (...) à partir du 13 septembre, pas le 13 septembre», a ainsi affirmé le secrétaire général du CCOLP Mohammad Sobeih, à propos de la déclaration de juillet.

«La plupart de ceux qui ont pris la parole (...) avaient une position très responsable et très souple à propos de la date», a déclaré à l'AFP une autre membre du CCOLP, Hanane Achraoui.

Israël a fait savoir qu'une proclamation unilatérale d'indépendance sans accord préalable avec l'État hébreu équivaldrait à saborder le processus de paix issu des accords d'Oslo de 1993 sur l'autonomie palestinienne.

Ce processus est actuellement bloqué depuis l'échec en juillet du sommet israélo-palestinien de Camp David, qui avait buté sur la question de Jérusalem-Est, la partie arabe de la ville, occupée et annexée par Israël en juin 1967, en particulier sur le statut des Lieux saints.

Avant sa rencontre avec M. Clinton à New York, M. Barak avait de nouveau brandi hier la menace de «mesures unilatérales» si le CCOLP ne revenait pas sur sa décision de proclamer un État le 13 septembre.

Cette date constitue le 7^e anniversaire des accords d'Oslo et surtout la date-butoir fixée le 5 septembre 1999 par l'accord israélo-palestinien de Charm el-Cheikh (Égypte) pour la conclusion d'un règlement de paix définitif.

Les États-Unis ont eux aussi condamné à l'avance toute déclaration d'indépendance unilatérale.

L'une des propositions discutées lors de la réunion de Gaza vise à repousser la proclamation de l'État au 15 novembre, anniversaire de la déclaration symbolique d'indépendance effectuée par l'OLP en 1988 à Alger.

Gore a la faveur des Américaines

Agence France-Presse
WASHINGTON

L'électorat féminin apparaît à deux mois de l'élection présidentielle américaine, plus séduit par le candidat démocrate Al Gore que par son rival républicain George W. Bush.

Des sondages publiés en fin de semaine se font l'écho de cette évolution qui constitue un tournant dans le cours de la campagne et pourrait faire pencher la balance en faveur de l'actuel vice-président.

Une étude réalisée par CNN-USA Today-Gallup révèle ainsi que 57 % des femmes préfèrent le candidat démocrate et 33 % son rival républicain, tandis que 55 % des hommes souhaitent voter pour Bush et 37 % pour Gore.

Cette tendance est confirmée par un autre sondage publié vendredi par le Washington Post et la chaîne ABC, selon lequel 52 % de l'électorat masculin votera pour Bush contre 38 % pour Gore.

Les femmes trouvent également le vice-président crédible sur les 17 thèmes de campagne figurant dans le questionnaire du Post, à l'exception de la défense, Bush bénéficiant de leur soutien sur seulement 11 d'entre eux.

«Bush a une présence d'adolescent machiste. Gore est plus volontiers perçu par l'électorat comme un mari responsable et un bon père de famille. Les femmes sont donc plus attirées par lui», explique Jamin Raskin, de l'American University de Washington.

Selon lui, «les femmes se préoccupent plus de questions liées à l'éducation, au sort des personnes âgées et le Parti démocrate s'est clairement positionné comme la formation s'exprimant au nom des intérêts de la famille», dit-il.

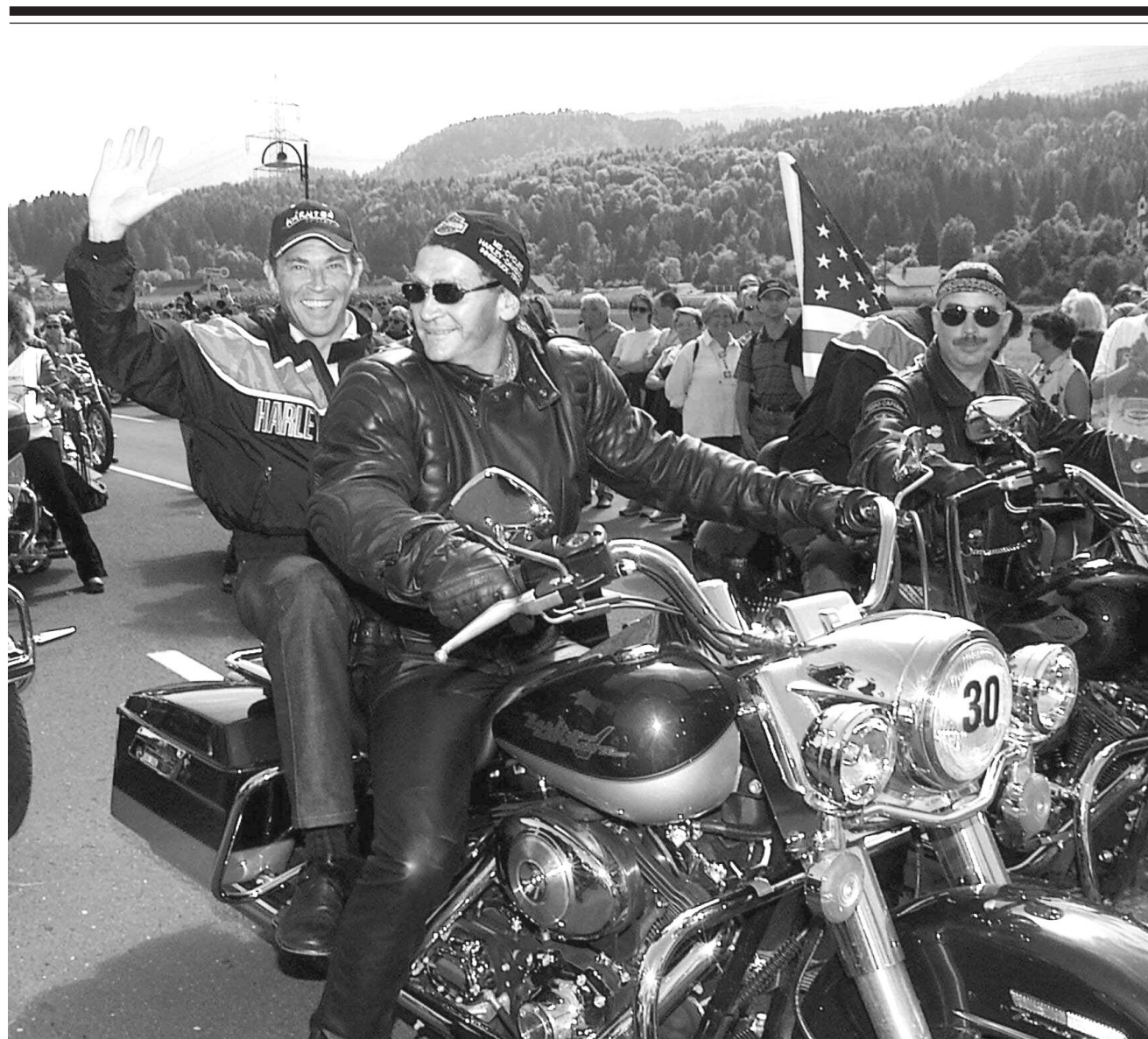


PHOTO AP

Une sellette pour Joerg Haider

Joerg Haider (sourire, main droite tendue), leader controversé de l'extrême droite autrichienne, s'amuse hier dans sa province de Carinthie avec des fans de Harley Davidson qui y tenaient un rassemblement international. Dans l'intervalle, la France, qui occupe la présidence tournante de l'Union européenne, annonçait qu'elle avait «engagé des consultations avec ses 13 partenaires concernés afin d'examiner les conclusions à tirer du rapport des trois Sages» au sujet de la situation en Autriche. Les trois «sages» en question, chargés par la Commission européenne d'examiner la situation des droits de l'homme en Autriche, recommandent, dans un rapport remis vendredi au président Jacques Chirac, la levée des sanctions politiques imposées le 31 janvier à Vienne.

Quatre otages européens ont été libérés à Jolo

JIM GOMEZ
Associated Press, JOLO, Philippines

Le calvaire a cette fois pris fin pour tous les Occidentaux enlevés il y a plus de quatre mois en Malaisie par les séparatistes musulmans d'Abu Sayyaf. Le Français Stéphane Loisy, l'Allemand Mark Wallert et leurs deux compagnons de détention finlandais ont à leur tour quitté l'île de Jolo hier pour retrouver la liberté.

Mais deux Français restent encore prisonniers des rebelles dans la jungle du sud des Philippines: les membres de l'équipe de France-2 Roland Madura et Jean-Jacques Le Garrec, qui avaient été enlevés le 9 juillet avec la journaliste Maryse Burgot alors qu'ils tentaient d'approcher les otages.

Les quatre anciens otages, le Français, l'Allemand et les deux Finlandais, Seppo Juhani Franti et

Risto Vahanen, sont arrivés samedi à bord d'hélicoptères de l'armée sur la base militaire de Zamboanga dans le sud des Philippines pour être remis à leurs ambassadeurs respectifs.

«Nous n'étions pas sûrs d'être libérés aujourd'hui», a déclaré Stéphane Loisy, le compagnon de Sonia Wendling, libérée il y a deux semaines. «Nous avons entendu des coups de feu là où nous étions. Et soudain on nous a emmenés en voiture et nous avons effectivement été libérés». «On a cru que ça se terminerai mal», a-t-il confié par la suite.

La libération des quatre Occidentaux hier a en effet été mouvementée. Les deux émissaires venus organiser cette libération attendue sont tombés dans une embuscade tendue par une faction rebelle rivale alors qu'ils étaient escortés vers le camp par des chefs d'Abu Sayyaf. L'un des gardes du corps des intermédiaires a été tué dans la fusillade et huit autres blessés ainsi que plusieurs civils. Mais quelques heures plus tard, le négociateur philippin Robert Aventajado annonçait la libération des quatre Eu-

ropéens.

Ces derniers devaient passer la nuit à Cebu dans le centre des Philippines avant de partir pour Tripoli, escale qui avait également été imposée à leurs compagnons libérés il y a deux semaines par l'intermédiaire de la Libye, qui aurait versé un million de dollars par otage.

L'émissaire libyen Rajab Azzaoui a déclaré que les négociateurs allaient maintenant tenter d'établir de nouveaux contacts avec les chefs rebelles pour la libération des deux journalistes de France-2 tout en avertissant que la tâche serait «très difficile». La Libye s'était montrée réticente à verser une rançon pour les deux Français estimant que c'était à leur chaîne d'être responsable.

Le président français Jacques Chirac qui a téléphoné hier aux parents de Stéphane Loisy, pour leur exprimer sa joie, a également appelé les familles des deux journalistes auxquelles il a assuré que «tous les efforts» sont faits pour les libérer.

À Drusenheim, dans le Bas-Rhin, Sonia Wendling a accueilli

avec joie et soulagement la libération de son compagnon et de ceux qui avaient partagé ces semaines de détention. «Il va bien et tous vont bien. C'est la fin d'un cauchemar pour toute l'équipe Sipadan», a-t-elle commenté, soulagée, en soulignant cependant qu'il restait encore des étrangers retenus en otages à Jolo.

Les quatre Européens étaient les derniers des 10 Occidentaux enlevés avec neuf Malaisiens et deux Philippines le 23 avril dans la station balnéaire de Sipadan en Malaisie avant d'être conduits dans l'île de Jolo. Après l'Allemande Renate Wallert libérée le 17 juillet, la Française Sonia Wendling, la Franco-Libanaise Marie Moarbes, l'Allemand Werner Wallert, la Sud-Africaine Monique Strydom -rejointe le lendemain par son époux Callie- et la journaliste française Maryse Burgot avaient été relâchés le 27 août dernier.

Douze évangelistes philippins qui étaient venus prier avec les otages sont toujours aux mains de rebelles tandis qu'un Américain a été enlevé à la fin du mois d'août par une autre faction d'Abu Sayyaf.

À votre tour

La leçon de piano

LETTRÉ DE LA SEMAINE

CHARLES LAFLEUR

L'auteur habite Montréal.

Ma si précieuse Daphné,

Tu entendas parfois des parents affirmer qu'ils apprennent de leurs enfants. Je pensais, avant ta venue, qu'il s'agissait de belles paroles plus que de réalités. Mais tout dernièrement, tu m'as, encore une fois et de façon magistrale, prouvé le contraire. En fait, tu m'as donné une leçon que je n'oublierai jamais et qui améliore déjà, puissamment, chacune de mes journées. Tu l'ignores, mais juste avant ta naissance, je me suis remis à la pratique sérieuse du piano. Je traînais depuis trop longtemps des rêves inassouvis de musique et j'avais décidé d'en avoir le cœur net. À l'époque de tes deux ans, je pratiquais intensivement les *Préludes* et *Fugues* de Jean Sébastien Bach. De courtes pièces mais de grandes musiques et de vrais défis. Comme j'affrontais avec des moyens bien limités ces chefs-d'oeuvre, le résultat sonore rencontrait rarement mes attentes. En fait, il m'arrivait fréquemment de me décourager. Et c'est alors, petite Daphné, que d'une façon tout à fait imprévisible, tu es venue me porter secours

En ce juin de tes deux ans, tu travaillais fort à maîtriser la parole. Tu rajoutais constamment de nouveaux mots à ton vocabulaire et tu améliorais sans cesse la prononciation de ceux que tu connaissais déjà. Ta mère et moi observions avec émerveillement ta détermination et tes progrès. En ce mois de juin 2000, en particulier, tu peinais pour prononcer correctement le nom de ta gardienne, Geneviève. Tu nous faisais bien rire, baragouinant sans relâche cet enchaînement difficile de syllabes trop semblables. Nous étions émus et combien fiers de notre « bébé-

58841-4-GEN

Not Found
58841-4-GEN

PHOTO DENIS COURVILLE. La Presse

Charles Lafleur tient dans ses bras la petite Daphné, sa source d'inspiration.

patient ». Une nuit de ce juin, donc, dans un moment d'insomnie vint l'illumination; j'ai compris la puissance de ce que tu m'enseignais. Devant tout ce qu'il y a à maîtriser, il aurait été

normal que tu baisses les bras et que tu renonces. Quelle tâche colossale que d'apprendre à parler, à chanter, à lire, à écrire, à raisonner, à interagir avec les gens. Que de choses à connaître: les fleurs, les animaux, les musiques, les pays, que sais-je? Tout adulte sensé, devant l'envergure de la tâche, aurait avec sagesse, démissionné. « Impossible, impossible », aurait-il dit avec conviction. Mais toi, avec ta candeur de bébé avide, tu t'obstines, tu persévères et, pardessus tout, tu t'amuses de ces nombreux défis. Et bien sûr, tu évolues à folle vitesse. Tu as déjà compris qu'apprendre, c'est vivre et que chacun a le devoir de se développer au maximum. Tu sens dans ton corps même que l'action libre et que l'oisiveté porte sa malédiction, l'ennui.

Cette nuit-là, moi, l'homme mature de quarante-sept ans, fier de ses compétences et de ses diplômes, je me suis rendormi d'un sommeil paisible, plus riche d'un trésor sans nom. T'en doutes-tu? Je me suis levé au matin, heureux de retrouver mon piano. En paix avec moi-même et avec mes décisions, je savais dès lors que j'aurais à accepter, pour un temps, de baragouiner mes fugues et d'enchaîner gauchement les motifs difficiles. À ton exemple, je devrai humblement accepter de trébucher pour atteindre un accomplissement supérieur. En ce mois de juin de début de millénaire, tu m'as réappris le plaisir des défis et la promesse des récoltes qui, seule, donne un sens aux semences. Grâce à toi, je brise des routines; j'accède à une seconde jeunesse.

Ma Daphné, merci de tout cœur. Je te dois, encore une fois et toujours, beaucoup, beaucoup, beaucoup, beaucoup.

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M. Lafleur recevra un exemplaire de l'édition reliée de luxe de notre volume Cent ans d'actualités à La Presse.

Si l'usager devenait un client?

ROBERT DAVIDSON

L'auteur habite Montréal.

On annonçait le 22 août dans *La Presse* qu'une coalition de 40 organisations environnementales, communautaires, syndicales et autres allaient faire pression pour que le gouvernement injecte 100 millions de dollars de plus, par année, pour assurer un meilleur service de transport en commun dans la grande région métropolitaine.

Aux yeux de ces groupes, qui veillent à l'environnement et qui, d'une voix unanime, expriment leur souci pour notre bien-être et notre santé, le transport en commun ne serait pas une activité comme les autres mais un choix délibéré pour une société plus civile, plus propre, moins encombrée. En effet, pour les uns les transports publics sont l'expression d'une vertu voisine de l'écologie; pour les autres, ils sont un facteur de cohésion et d'efficacité dans une société moderne.

Dans ce débat, la méthode est toujours la même: on commence par dénoncer, comme il se doit, les augmentations successives des tarifs que la STCUM ne cesse d'annoncer. Ensuite on s'en donne à cœur joie pour critiquer les pouvoirs publics qui n'en feraient pas assez pour soutenir les transports en commun, leur inaction favorisant l'usage de l'automobile au détriment des « p'tits chars ».

Tout cela est très, très bien, mais c'est loin dans les soucis du Montréalais qui a les deux pieds dans la sloche, il fait froid et son autobus est en retard de 15 minutes.

On a sans doute raison de tenir les gouvernements responsables, du moins en partie, du faible achalandage à la STCUM et, par voie de conséquence, de sa précarité financière. Sans doute qu'on pourrait en faire davantage. Mais il y a une chose qui demeure difficile à comprendre, pourquoi ne tient-on jamais la STCUM elle-même responsable de ses malheurs?

La STCUM est toujours épargnée dans la critique. Or aucune entreprise, hormis les bandes de motards qui font dans le crime organisé, ne peut connaître le succès tout en maintenant de façon assidue une image plus que négative d'elle-même auprès du public.

À Montréal, les transports en commun ne sont pas quelque chose de sympathique, quelque chose de son temps, qu'on aurait spontanément envie de promouvoir. Le citoyen comprend bien les bienfaits écologiques, économiques et sociaux de la chose, mais il se dit qu'il faut vraiment être très mal pris pour s'astreindre à la fréquentation régulière de l'autobus et du métro

Pour celui qui a le malheur de le côtoyer, l'autobus est un danger immédiat: le chauffeur bouscule l'automobiliste, terrorise le piéton, harcèle le cycliste. Et l'usager (on devrait peut-être commencer à l'appeler un client) se sent comme du bétail, aussi bien dans le métro que dans l'autobus.

Il y aurait long à dire sur le manque de savoir-vivre des chauffeurs et des employés du métro, mais je vais simplement vous proposer une petite expérience. Présentez-vous à la station Crémazie avec l'intention d'y faire deux transactions. D'abord, vous allez au kiosque à journaux pour acheter votre journal *La Presse*, vous donnez un dollar au caissier et il vous rend votre monnaie en une petite pile (un 25 sous, un 5 sous et 1 cent) qu'il avait préparée d'avance. Vite fait, et avec le sourire. Ensuite vous vous rendez à la cabine du changeur, qui est invariablement en mode col bleu, pour acheter un billet ou une lisière de billets. Il y a des matins où la transaction est plus pénible que de renégocier son hypothèque. Il y a d'autres jours où il n'y aurait que le coma, feint ou véritable, pour expliquer l'état d'hébété, la lenteur et le total désintérêt du bon préposé.

Lorsque j'étais plus jeune, je me souviens que le chauffeur attendait les gens qui couraient vers leur arrêt pour prendre l'autobus. Il vendait les billets et faisait la monnaie. Il préparait les correspondances. Il annonçait le nom des rues. Je me souviens également que lorsque j'étais avec ma grand-mère, le chauffeur attendait qu'elle soit assise avant de lancer son véhicule. Bref, il était autre chose que ce que le chauffeur est devenu malgré l'amélioration de l'équipement et des conditions de travail. Aujourd'hui le chauffeur se prend d'abord pour un « trucker »; il croit que la rue lui appartient de façon entière, qu'il peut bouffer du piéton et du cycliste, et

METRO-PE

Not Found
METRO-PE

« Pourquoi ne tient-on jamais la STCUM responsable de ses propres malheurs? »

que ses passagers ne sont qu'une simple cargaison.

À la STCUM, on ne croit plus avoir un devoir de civilité ou de simple courtoisie. On ne croit plus avoir une entreprise qu'on se doit de rentabiliser.

Injecter des fonds massifs dans cette société, comme le souhaite cette coalition, ou lui inventer un rôle plus grand qui serait en harmonie avec une vision plus saine et moderne de notre société, serait, si on ne change pas d'abord les moeurs de l'endroit, une perte nette de temps et d'énergie.

Agriculture: assumons nos choix

MARYPASCAL BEAUREGARD et FRANCIS LANDRY

Les auteurs sont agriculteurs.

Fin août, l'Association canadienne des agriculteurs annonçait son intention de faire baisser la production agricole nationale pour faire augmenter les prix. Nous ne sommes pas d'accord avec une telle démarche et nous désirons vous faire part de nos réflexions à ce sujet.

Nous sommes de jeunes agriculteurs au début de la trentaine, jeunes parents et entrepreneurs. Nous avons choisi l'agriculture à orientation biologique ou respectueuse de l'écosystème, parce que ce mode de vie correspond à ce que nous sommes.

Puisque nous avons une production marginale (la chèvre), nous ne sommes admissibles à aucune aide, qu'elle soit gouvernementale ou privée. Aujourd'hui, voir une ferme à dimension humaine, qui s'autosuffit, n'est pas alléchant pour des prêteurs.

Nous croyons que les personnes qui ont eu cette idée de diminution pour créer la rareté auraient un sérieux besoin de réviser leur cours « économie 101 », et voici pourquoi: si le prix des biens est augmenté sans que cela ne se justifie par une augmentation de la demande, nous assisterons à une diminution de celle-ci. En créant une fausse rareté, nous pouvons assister à une réaction paradoxale du marché. Celui-ci réagira probablement en diminuant la demande ou ira vers des produits alternatifs. Il y aura, oui, plus de profit par unité vendue, mais le volume de vente diminuera.

Avec une augmentation des prix qui n'est pas banale (100 %), certaines régions du monde où la production, actuellement, n'est pas rentable, pourraient entrer dans le jeu. Encore une fois, le marché pourrait connaître l'effet boomerang et réagir en abaissant les prix, puisqu'à ce moment, la production mondiale augmenterait. Le scénario prévu par l'association agricole canadienne ne tient pas compte à notre avis de la nature humaine qui, étant ce qu'elle est, poussera probablement certains producteurs à profiter indûment de la manne créée par l'augmentation des prix en pro-

duisant davantage, ce qui nous ramènera au même point, soit un effondrement des prix à moyen terme.

Le droit des agriculteurs de produire et de faire du profit est une chose. Le droit commun ou collectif d'avoir à manger à des prix décents en est une autre. Où s'arrête le droit individuel quand il se butte au droit collectif? Il n'est pas très intelligent de faire payer la population mondiale pour qu'un petit groupe déjà privilégié puisse s'enrichir d'avantage. Surtout quand on pense que les subventions agricoles augmentent (notre argent) et qu'il en coûtera plus cher à la consommation (toujours notre argent). (...)

Pour accroître la rentabilité des entreprises agricoles, je crois qu'on peut se passer des méthodes économiques quasi communistes de contrôle des marchés, comme celle émise par l'Association agricole canadienne. Il est temps de revoir la structure des systèmes de subventions et d'aide aux agriculteurs, qui engendrent la dépendance économique et la persistance d'activités agricoles artificiellement rentables.

Avant de penser à l'exportation intempête et sauvage à tout prix, il faudrait penser à un système équitable pour nourrir convenablement notre pays. Au lieu de viser les méga-installations, les méga-machineries, et les giga-endettements, il faut envisager sérieusement une agriculture plus humaine pour tout le monde, plus saine et de meilleure qualité, qui donnerait certainement au bout de l'année un revenu comparable.

En arrêtant de s'entêter à produire des grains dont les surplus se mesurent à la tonne (millions de tonnes?) et en se diversifiant dans la production, la productivité augmenterait, l'écosystème et le consommateur s'en porteraient mieux.

Il ne faut pas chercher de midi à quatorze heures. On a vu très clairement que les méthodes de planification économique des communistes n'ont jamais fonctionné. Collectivement, nous avons choisi le libre-échange et le néolibéralisme, assumons donc nos choix avec cohérence et toutes leurs conséquences. Sinon, nous devons faire d'autres choix pour avoir une société fonctionnant sur des bases complètement différentes.

Des parents de plus en plus dépassés

LUC ST-PIERRE

L'auteur habite Repentigny.

Je suis d'accord pour dire que les adultes sont de plus en plus stressés et dépassés par rapport à leurs responsabilités parentales. Pour ma part, j'ai décidé d'agir avant qu'il ne soit trop tard. Cette année, je me suis offert un congé sans traitement. Je suis un enseignant de niveau primaire et je suis père de deux enfants. J'ai décidé « d'investir » dans ma famille. J'ai envie d'offrir à ma famille un « espace-temps » qui correspond plus à nos besoins essentiels. Je crois qu'il en résultera sûrement une « plus value » humaine pour notre société.

Je vais contribuer en m'appauvrissant matériellement à enrichir humainement une société qui ne sait plus où sont les vraies valeurs. Malheureusement, cette mesure, n'est pas payante pour le système économique et pour ses représentants (nos gouvernements). S'occuper de nos enfants n'est pas assez rentable à court terme. Je n'aurai donc pas droit à une subvention ou à un quelconque soutien financier.

Depuis que je suis père, je réalise comment le monde du travail (même en enseignement) ne tient pas compte de la famille. Il faut être sans cesse plus productif, performant et compétitif. Pour combler nos frustrations, il y a heureusement la consommation: notre seul pouvoir! La roue du système qui tourne. Le ministère de la Famille et de la Petite Enfance l'a très bien compris. Pour aider les familles à contribuer davantage à mettre de « l'huile dans ce rouage », il a développé une politique qui répond... aux besoins du système économique: les garderies et services de garde à 5 \$! Finie l'allocation familiale improductive! Il faut ramasser des impôts pour fournir aux plus gros. Tout va trop vite. Regardons-nous aller, ça n'a plus de bon sens. Nous sommes en train de perdre ce qui est le plus précieux: nos enfants.

Prenons l'exemple de ma famille. On se lève le matin, il faut se dépêcher pour s'habiller, déjeuner et se préparer. Pas le temps de discuter. À ce rythme, il faut espérer que tous les membres de la famille soient de bonne humeur. Quand ce n'est pas le cas, le stress du ne-pas-piler-sur-le-gros-orteil-de-quelqu'un s'empare de nous. Hélas! Souvent la crise est inévitable... Alors, on se sent coupable parce qu'on n'a pas eu le temps de faire de la « psychologie de l'enfant » comme l'ordonne l'universitaire Camil Bouchard. On « park » les enfants (qui ont à peine essuyé leurs larmes) au service de garde et on embarque dans l'auto, le cœur gros, pour aller au boulot. Pas le temps de réfléchir à nos compétences parentales, il faut être en forme

Cette année, j'ai décidé

« d'investir »

dans ma famille.

Ensuite, on prépare les doses de Ritalin. À ce propos, j'ai hâte qu'on invente un système de ventilation qui permettrait de distribuer ce médicament dans les écoles sous forme de gaz... Voyons, soyons sérieux.

Je désire ici faire référence à un article paru dans *La Presse* du 23 août dernier, intitulé « Ce sont les parents qui sont stressés et dépassés ». À mon avis, les enseignants, contrairement à ce que disait cet article avec des phrases comme « on ne s'occupe pas d'eux... on les drogue pour qu'ils restent tranquilles », s'occupent énormément des enfants qui bougent. Je dirais même que ces enfants occupent plus du tiers de notre temps: communications téléphoniques aux parents ou aux intervenants après la classe, comités d'aide, adaptation de l'enseignement, rencontres individuelles, rencontres avec le psycho-éducateur, le psychologue, le travailleur social, remplir les feuilles de route ou journaux de bord et j'en passe. Je tiens également à préciser que le Ritalin est souvent prescrit aux enfants (environ deux élèves par classe) sans que les enseignants soient au courant.

Bref, tout ça pour vous dire que j'arrête la machine. Je veux réfléchir sur le sens de tout ça pour mes enfants, pour les enfants. Prendre le temps d'écouter mon cœur pour mieux entendre leurs besoins véritables. C'est toute une compétence!

La personnalité de la semaine

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

GUY CREVIER
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

MARCEL DESJARDINS
VICE-PRÉSIDENT ET ÉDITEUR ADJOINT

YVES BELLEFLEUR
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence



SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 10 SEPTEMBRE 2000

Denis Villeneuve

JEAN-PAUL SOULIÉ

Maelström est le deuxième film de Denis Villeneuve. Il y a deux ans, le jeune réalisateur de 32 ans, vainqueur de la course Europe-Asie en 1990-91, avait présenté son premier long métrage, *Un 32 août sur Terre*. Il avait aussi participé au film collectif *Cosmos*. Inscrit à la compétition officielle au Festival des films du monde de Montréal, *Maelström* a remporté deux prix, celui de la meilleure contribution artistique, que Denis Villeneuve partage avec André Turpin, son directeur photo, et le prix Fedex, une bourse de 25 000 \$ qui récompense le meilleur film canadien du FFM.

À ces titres de gloire, Denis Villeneuve peut en ajouter un autre, très actuel et surtout sans précédent : le Festival du film de Toronto qui se déroule cette semaine a mis *Maelström* à l'affiche de sa programmation. Le film fera l'ouverture de la section canadienne. Une très grande première, Toronto et Montréal ne s'étaient encore jamais entendus pour présenter la même oeuvre.

La Presse souligne les deux prix remportés au FFM par le jeune cinéaste québécois et sa participation au Festival du film de Toronto en nommant Denis Villeneuve la **Personnalité de la semaine**.

Denis Villeneuve est encore très loin de l'idée qu'on peut se faire d'un cinéaste célèbre. Grand et mince, il a, au début de la trentaine, des airs d'adolescent que ses propos ne contredisent en rien. « Je doute beaucoup de moi-même, dit-il, de la pertinence de ma présence dans le cinéma. Je suis encore très étonné que 200 personnes aient travaillé sur *Maelström*, que des millions de dollars aient été investis pour que je puisse explorer une forme artistique. » Fils de notaire, petit-fils, neveu et frère d'avocats, Denis Villeneuve était doué pour les sciences. Sa famille a été bien étonnée quand il a « fait le saut » en communication à l'UQAM. Au secondaire, à Trois-Rivières, il écrivait bien des scénarios avec un copain, et était capable de faire cinquante kilomètres à bicyclette pour voir un film, la plupart du temps du cinéma américain. Mais tout le monde autour de lui le décourageait, et de son passage au cégep il garde le souvenir d'une sorte de « dérive ». « Mon cauchemar c'était de ne plus avoir de rapport avec la création. Pourtant j'aimais écrire, mais je me considérais comme un rêveur, un paresseux. À l'UQAM, mon professeur Paul Tana m'a beaucoup encouragé : j'ai senti qu'il croyait en moi. »

La course Europe-Asie, où il se retrouve seul, loin de l'entourage universitaire, va lui faire prendre conscience qu'il a envie de faire du portrait. Puis son passage à l'ONF lui fait

rencontrer Pierre Perrault. « C'est une des rencontres les plus importantes de ma vie, dit-il. Je pense à lui tous les jours. Pour moi, c'est une montagne. Il m'a pris comme sherpa pour aller tourner des boeufs musqués pendant un mois au pôle Nord. Nous étions cinq, et ça a été un des grands moments de ma vie. » Du grand documentariste, Denis Villeneuve retient « le souci de l'être humain ».

« Deux générations plus loin, j'ai fait une autre rencontre très importante, celle de mon complice en création, André Turpin. Si André est mon frère, Roger Frappier, mon producteur, est mon second père. C'est lui qui a convaincu les organisateurs du Festival du film de Toronto de présenter mon film, même s'il avait été en compétition à Montréal. C'est aussi lui qui me remontait le moral quand j'avais de la difficulté à écrire mon second film, *Maelström*. Il me disait de penser qu'il y en aurait un troisième ! »

Denis Villeneuve a une très grande admiration pour des cinéastes comme Bergman — « Il ne me déçoit jamais ! » — et Antonioni. « Et bien sûr, il y a aussi Godard. » En littérature, un genre qu'il n'entend aborder que « sur ses vieux jours », il admire beaucoup Dostoïevski, mais voue un sorte de culte à Jean Cocteau. « J'ai un rapport ludique avec lui. C'est très rassurant pour moi qu'il ait existé ». Et puis il y a Kundera pour l'humour, et surtout Réjean Ducharme. « C'est clair que certains de mes personnages sont inspirés par ceux de Ducharme, mais jamais je n'oserais établir un rapport entre eux. »

De sa compagne, sa « blonde », il dit qu'elle est sa plus grande critique. « Elle est implacable ! » Ils ont trois enfants, quatre ans, deux ans et demi et huit mois. La famille vit au sud de Montréal, au milieu des arbres. C'est sans doute là que Denis Villeneuve ira puiser son inspiration pour son prochain film, qu'il va entreprendre avec les 25 000 \$ de la bourse Fedex. « J'ai envie de tourner des arbres et des femmes. Une femme qui marche dans une forêt. »

Une très grande première pour Maelström : Toronto et Montréal ne s'étaient encore jamais entendus pour présenter la même oeuvre.

« Je doute beaucoup de moi-même, de la pertinence de ma présence dans le cinéma. Je suis encore très étonné que 200 personnes aient travaillé sur *Maelström*, que des millions de dollars aient été investis pour que je puisse explorer une forme artistique. »

BOP01PROMO
Not Found

2881848
Not Found

Missing files that are needed to complete this page: BOP01PROMO 2881848

Not Found BOP01PROMO*80 10X054.00 PROMOTION.PERSONNALI
Not Found 2881848*00 10X060.00 PERSONNALITEE SEMAIN LA PRESSE LITEE 14600 118